

N° DP 25/436

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION DES PARCELLES SISES A HYERES-LES-PALMIERS BOULEVARD MARECHAL JUIN CADASTREES AM0331 AM0332 ET AM0333

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 2024-12 du 09 octobre 2024 du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Hyères,

VU la décision n° 2024-3 du 18 septembre 2024 portant délégation de signature au Directeur du Centre Hospitalier de Hyères,

VU la décision de déclassement du domaine public hospitalier du 21 janvier 2025, des emprises (lot B, lot C et lot D) issues de la parcelle cadastrée section AM n° 0050, objet de la vente et propriétés du Centre Hospitalier de Hyères,

VU l'engagement de cession et l'autorisation de travaux avec prise de possession anticipée à la date de signature de l'acte de vente, délivrés le 04 septembre 2024 par le Centre Hospitalier de Hyères,

VU le plan de division en date du 30 octobre 2023, mis à jour le 23 juillet 2024 et le document modificatif parcellaire cadastral n° 11366 X dressé le 18 octobre 2024, par le Cabinet GEOSAT,

VU le projet d'acte de vente, ci-annexé,

CONSIDERANT que, dans le cadre du projet de réalisation, sur la commune de HYERES-LES-PALMIERS (83400) quartier de la Crestade, du rond-point Est lié au futur barreau viaire, et de régularisations foncières, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a, par courrier en date du 26 août 2024, demandé au Centre Hospitalier de HYERES de lui céder une emprise de 1.258 m² (AM n° 0331 - lot B - entrée du site), une emprise de 145 m² (AM n° 0332 - lot C - régularisation foncière) et une emprise de 131 m² (AM n° 0333 - lot D - régularisation foncière) soit une superficie totale de 1.534 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AM n° 0050, située Boulevard Maréchal Juin, lui appartenant, moyennant le prix d'un euro symbolique,

CONSIDERANT qu'en contrepartie de la cession de ces emprises, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à réaliser les travaux de voies et réseaux divers, à aménager un accès supplémentaire à l'hôpital, (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès) et à construire un mur de soutènement (bordures, marquages, espaces verts) pour l'ouvrage du nouveau rond-point,

CONSIDERANT l'intérêt métropolitain d'acquérir lesdites emprises pour permettre à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de créer ce nouveau rond-point et procéder aux régularisations foncières nécessaires,

CONSIDERANT qu'aux termes d'une délibération en date du 09 octobre 2024, le Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de HYERES-LES-PALMIERS, a approuvé la vente à la Métropole des trois emprises (lots B, C et D) énoncées précédemment moyennant le prix d'un euro non recouvrable,

CONSIDERANT que la valeur vénale des emprises à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, la présente acquisition n'est pas soumise à la consultation préalable du service des Domaines, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prise de location immobilières poursuivies par les collectivités publiques,

CONSIDERANT l'accord sur le prix et les emprises à céder par les parties,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR auprès du Centre Hospitalier de HYERES les parcelles, sises à HYERES-LES-PALMIERS (83400) Boulevard Maréchal Juin, cadastrées section AM n° 0331, d'une superficie de 1.258 m², AM n° 0332 pour une superficie de 145 m² et AM n° 0333 pour une superficie de 131 m², soit une superficie totale de 1.534 m² qui sera intégrée ultérieurement au domaine public métropolitain, au prix d'un euro symbolique non recouvrable.

ARTICLE 2

DE DIRE qu'un document modificatif du parcellaire cadastral n° 11366 X du 18 octobre 2024 a été établi pour numérotter les nouvelles parcelles à détacher de la parcelle AM0050, comme suit : le lot B section AM n° 331 pour 1.258 m², le lot C section AM n° 0332 pour 145 m², le lot D section AM n° 0333 pour 131 m², à acquérir par la Métropole, et le lot A section AM n° 0330, pour 48.133 m² qui restera propriété du Centre Hospitalier de HYERES.

ARTICLE 3

DE REALISER en contrepartie de l'acquisition des emprises sus-désignées, les travaux de voirie et réseaux divers, l'aménagement d'un accès supplémentaire à l'hôpital (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès) ainsi qu'un mur de soutènement (bordures, marquages, espaces verts) pour le nouveau rond-point.

ARTICLE 4

DE SIGNER l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires, et **DE PRENDRE EN CHARGE** tous les frais afférents à cette acquisition et aux régularisations foncières, aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment celles figurant dans le projet d'acte en annexe.

ARTICLE 5

DE DESIGNER l'Office Notarial VERIGNON & ROLLAND à HYERES-LES-PALMIERS, en double minute avec l'Office Notarial ROQUEBERT-MASSIANI à OLLIOULES, en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à cette acquisition et de ces régularisations foncières.

ARTICLE 6

DE DIRE que les crédits nécessaires au règlement des frais d'actes seront imputés sur le budget principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de l'année 2025 (ou suivante) - articles 2112 et 1328 - opération 60101.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



REPUBLIQUE FRANCAISE
REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
DEPARTEMENT DU VAR
CENTRE HOSPITALIER D'HYERES



Hôpital
Marie-José TREFFOT

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Séance du : 09 octobre 2024

Délibération n° 2024-12

PATRIMOINE

Objet : Cession à l'euro symbolique à la Métropole TPM de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM n°50, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER D'HYERES

Régulièrement convoqué par le Président le 21 août 2024
s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances,
le mercredi neuf octobre deux mille vingt-quatre, à quinze heures

Sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Président du Conseil de Surveillance



Agence Régionale de Santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Délégation Départementale du Var
VISA 07 NOV. 2024
Toulon, le

ETAIENT PRESENTS

Président : M. Jean-Pierre GIRAN, Maire de la ville d'Hyères,

1 – Représentants des collectivités territoriales

- M. le Docteur Francis ROUX, vice-président du Conseil de Surveillance, représentant du Conseil Départemental du Var ;

2 – Représentants des personnels :

- Mme Aurélie CLAMOU, représentante de la Commission de Soins ;
- M. le Docteur Michel HEISERT représentant de la Commission Médicale d'Etablissement ;
- M. Christophe FRETARD, représentant désigné par l'organisation syndicale majoritaire.

3 – Personnalités qualifiées :

- Mme Janine BELLOT, Administrateur du Comité du Var de la Ligue contre le Cancer, représentant des usagers désigné par le Préfet du Département du Var ;
- M. Jean-Paul CHAMPION, représentant de l'Union Départementale du Var de Consommation, Logement et Cadre de Vie, représentant des usagers désigné par le Préfet du Département du Var ;
- M. Le Docteur Alain AUSSILHOU, personnalité qualifiée désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA ;

ASSISTAIENT AVEC VOIX CONSULTATIVE

- M. le Docteur Jean-Denis FIROLONI, Vice-Président du Directoire du Centre Hospitalier d'Hyères ;
- M. Sébastien MONIE, Délégué Départemental du VAR, Agence Régionale de Santé ;
- Mme Stéphanie HIRTZIG, Inspecteur Principal DD83, Agence Régionale de Santé ;

ASSISTAIENT

- M. Yann LE BRAS, Directeur du Centre Hospitalier d'Hyères ;
- Mme Elisabeth COULOMB, Adjointe au Directeur ;
- M. Jacques LEDOUX, Directeur délégué de site ;
- Mme Pascale SMOLIK, Directeur des Soins ;
- M. Kévin DOUMAIL, Directeur Adjoint – Affaires financières ;
- Mme Sandra ROCHETTE, Directeur Adjoint, Direction des affaires juridiques, du patrimoine et des relations aux usagers.
- M. Jean-François REBOUL, Directeur Adjoint, coordonnateur pôle ressources support.

Absents excusés :

- Mme Véronique BERNARDINI, représentant la communauté TPM ;
- M. Rémy THIEBAUD, Adjoint Délégué à la Sécurité, Circulation, IMR, Démoustication et à la Santé.
- Mme Brigitte GENETELLI, Directeur des Soins Coordonnateur des Soins CHITS-CHH.

Conseil de Surveillance du 09 octobre 2024 – Délibération n° 2024-12
Objet : Cession à l'euro symbolique à la métropole TPM de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM n°50, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères

Monsieur le Directeur Adjoint en charge du Pôle Ressources Support indique que dans le cadre de la construction d'un lycée à proximité de l'hôpital, il y a nécessité d'aménager des voies d'accès spécifiques. Cet aménagement des voies d'accès nécessite de prendre sur une partie des terrains actuels de l'hôpital.

La Métropole a sollicité l'hôpital pour bénéficier d'une acquisition, à l'euro symbolique, de trois emprises nécessaires d'une superficie totale de 1 534 m², concernant la parcelle cadastrée section AM n° 50. Un découpage de la parcelle a été effectué à cette fin.

- lot B d'une superficie de 1 258 m² (entrée du site),
- lot C d'une superficie de 145 m² (régularisation foncière),
- lot D d'une superficie de 131 m² (régularisation foncière),

Le lot A d'une superficie de 48 133 m² restant la propriété du Centre Hospitalier de HYERES.

Cette cession, à l'euro symbolique, a pour but de permettre la réalisation par la Métropole du rond-point Est lié au futur barreau viaire, la régularisation foncière engagée initialement par la Ville de HYERES.

En contrepartie de cette cession, et suite à la demande de l'hôpital, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte de créer un accès supplémentaire pour le CHH, côté Boulevard Maréchal Leclerc, pour le public et les véhicules de secours afin de limiter les perturbations d'accès à l'hôpital durant la période des travaux. L'hôpital demande à ce que cet accès reste pérenne, même après les travaux.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à prendre en charge les travaux de VRD de cet aménagement d'accès supplémentaire (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès), ainsi que la réalisation d'un mur de soutènement et les reprises ponctuelles nécessaires autour de l'ouvrage de soutènement créé (bordures, marquages, espaces verts) pour la création du rond point.

Elle s'engage aussi à prendre en charge le frais de géomètre ; le notaire de Toulon Provence Méditerranée sera Maître ROQUEBERT et le Centre Hospitalier de Hyères sera représenté par Maître VERIGNON.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

VU le Code de la Santé Publique en sa forme à la date du présent conseil ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Après en avoir délibéré,

EMET

A l'unanimité des membres présents, un avis favorable à la cession à l'euro symbolique à la métropole TPM de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM n°50, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères.

Le Président du Conseil de Surveillance
Du Centre Hospitalier d'Hyères

Jean-Pierre GIRAN

Le Directeur
Secrétaire de séance

YANN LE BRAS

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Séance du 09 octobre 2024

NOTE DE PRESENTATION

Patrimoine - Cession à l'euro symbolique à la Métropole TPM de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM N°50, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères.

Dans le cadre de la construction d'un lycée à proximité de l'hôpital, il y a nécessité d'aménager des voies d'accès spécifiques. Cet aménagement des voies d'accès nécessite de prendre sur une partie des terrains actuels de l'hôpital.

La Métropole a sollicité l'hôpital pour bénéficier d'une acquisition, à l'euro symbolique, de trois emprises nécessaires d'une superficie totale de 1 534 m², concernant la parcelle cadastrée section AM n° 50. Un découpage de la parcelle a été effectué à cette fin.

- lot B d'une superficie de 1 258 m² (entrée du site),
- lot C d'une superficie de 145 m² (régularisation foncière),
- lot D d'une superficie de 131 m² (régularisation foncière),

Le lot A d'une superficie de 48 133 m² restant la propriété du Centre Hospitalier de HYERES.

Cette cession, à l'euro symbolique, a pour but de permettre la réalisation par la Métropole du rond-point Est lié au futur barreau viaire, la régularisation foncière engagée initialement par la Ville de HYERES.

En contrepartie de cette cession, et suite à la demande de l'hôpital, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte de créer un accès supplémentaire pour le CHH, côté Boulevard Maréchal Leclerc, pour le public et les véhicules de secours afin de limiter les perturbations d'accès à l'hôpital durant la période des travaux. L'hôpital demande à ce que cet accès reste pérenne, même après les travaux.

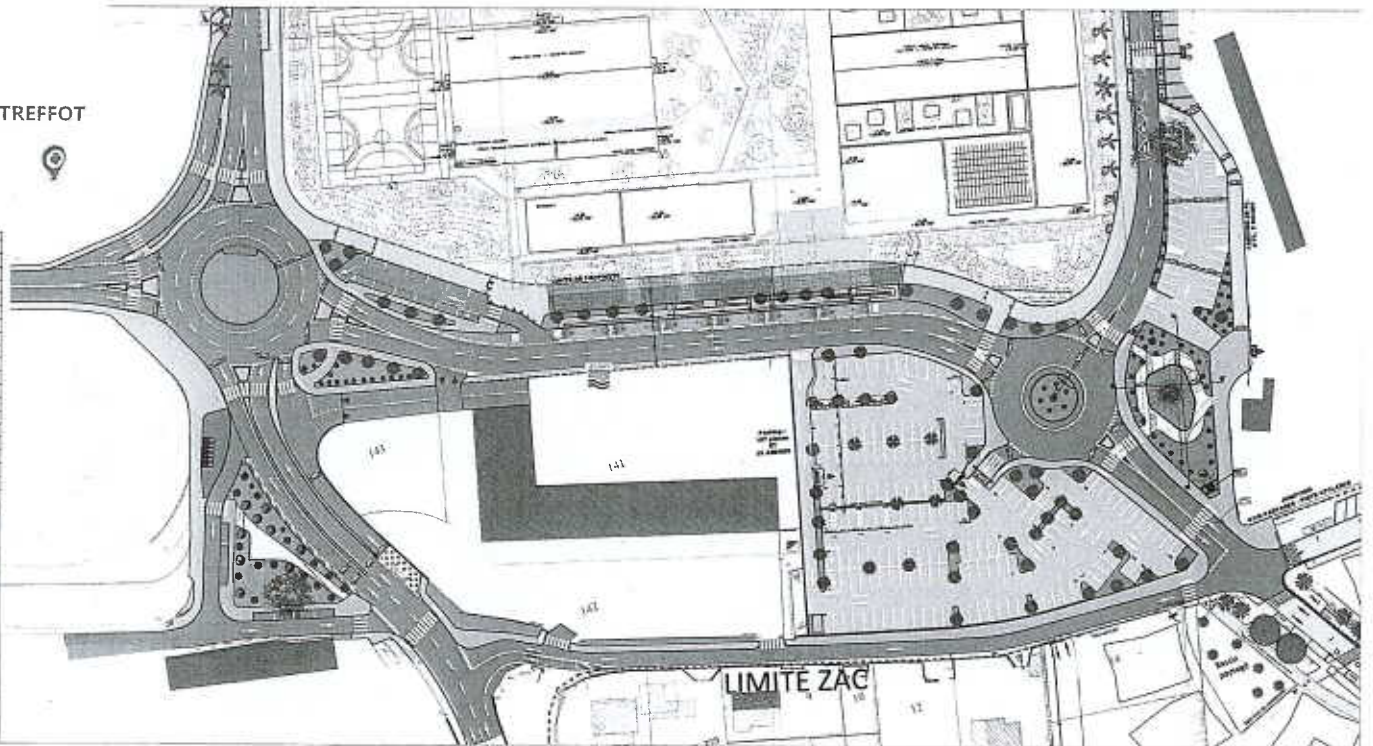
La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à prendre en charge les travaux de VRD de cet aménagement d'accès supplémentaire (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès), ainsi que la réalisation d'un mur de soutènement et les reprises ponctuelles nécessaires autour de l'ouvrage de soutènement créé (bordures, marquages, espaces verts) pour la création du rond point.

Elle s'engage aussi à prendre en charge le frais de géomètre ; le notaire de Toulon Provence Méditerranée sera Maître ROQUEBERT et le Centre Hospitalier de Hyères sera représenté par Maître VERIGNON.

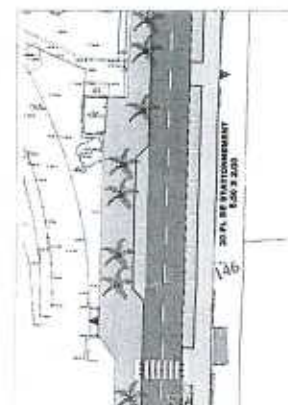
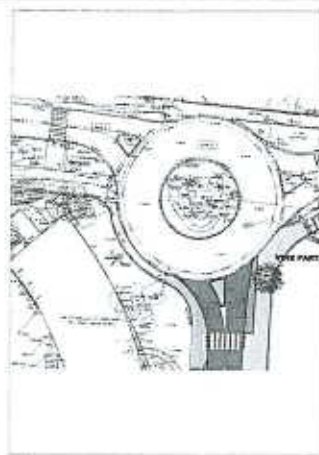
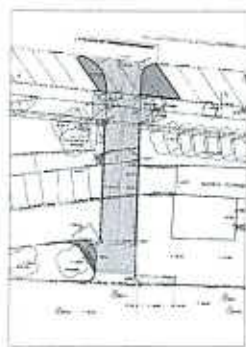
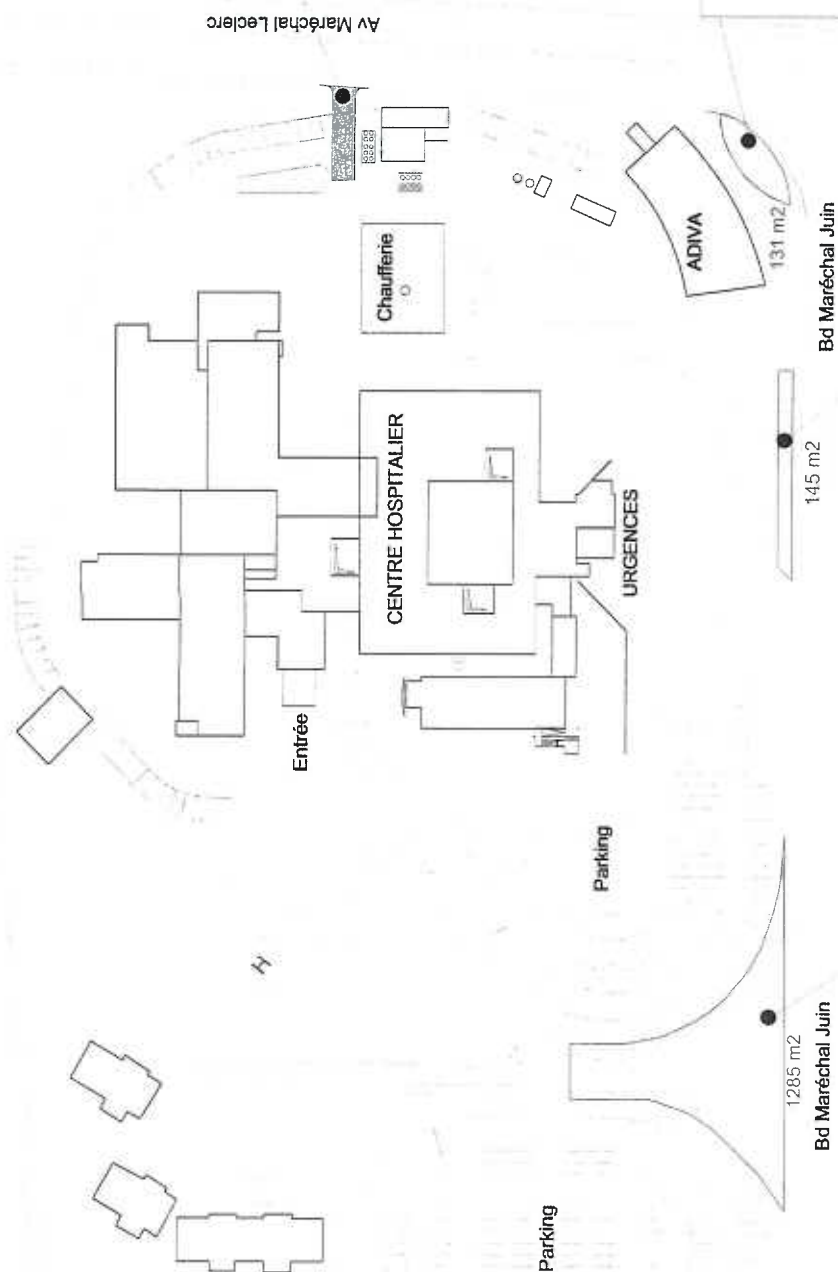


HOPITAL M.J. TREFFOT

1	PROJET DE TRAVAUX
2	PROJET DE TRAVAUX
3	PROJET DE TRAVAUX
4	PROJET DE TRAVAUX
5	PROJET DE TRAVAUX
6	PROJET DE TRAVAUX
7	PROJET DE TRAVAUX
8	PROJET DE TRAVAUX
9	PROJET DE TRAVAUX
10	PROJET DE TRAVAUX
11	PROJET DE TRAVAUX
12	PROJET DE TRAVAUX
13	PROJET DE TRAVAUX
14	PROJET DE TRAVAUX
15	PROJET DE TRAVAUX
16	PROJET DE TRAVAUX
17	PROJET DE TRAVAUX
18	PROJET DE TRAVAUX
19	PROJET DE TRAVAUX
20	PROJET DE TRAVAUX
21	PROJET DE TRAVAUX
22	PROJET DE TRAVAUX
23	PROJET DE TRAVAUX
24	PROJET DE TRAVAUX
25	PROJET DE TRAVAUX
26	PROJET DE TRAVAUX
27	PROJET DE TRAVAUX
28	PROJET DE TRAVAUX
29	PROJET DE TRAVAUX
30	PROJET DE TRAVAUX
31	PROJET DE TRAVAUX
32	PROJET DE TRAVAUX
33	PROJET DE TRAVAUX
34	PROJET DE TRAVAUX
35	PROJET DE TRAVAUX
36	PROJET DE TRAVAUX
37	PROJET DE TRAVAUX
38	PROJET DE TRAVAUX
39	PROJET DE TRAVAUX
40	PROJET DE TRAVAUX
41	PROJET DE TRAVAUX
42	PROJET DE TRAVAUX
43	PROJET DE TRAVAUX
44	PROJET DE TRAVAUX
45	PROJET DE TRAVAUX
46	PROJET DE TRAVAUX
47	PROJET DE TRAVAUX
48	PROJET DE TRAVAUX
49	PROJET DE TRAVAUX
50	PROJET DE TRAVAUX
51	PROJET DE TRAVAUX
52	PROJET DE TRAVAUX
53	PROJET DE TRAVAUX
54	PROJET DE TRAVAUX
55	PROJET DE TRAVAUX
56	PROJET DE TRAVAUX
57	PROJET DE TRAVAUX
58	PROJET DE TRAVAUX
59	PROJET DE TRAVAUX
60	PROJET DE TRAVAUX
61	PROJET DE TRAVAUX
62	PROJET DE TRAVAUX
63	PROJET DE TRAVAUX
64	PROJET DE TRAVAUX
65	PROJET DE TRAVAUX
66	PROJET DE TRAVAUX
67	PROJET DE TRAVAUX
68	PROJET DE TRAVAUX
69	PROJET DE TRAVAUX
70	PROJET DE TRAVAUX
71	PROJET DE TRAVAUX
72	PROJET DE TRAVAUX
73	PROJET DE TRAVAUX
74	PROJET DE TRAVAUX
75	PROJET DE TRAVAUX
76	PROJET DE TRAVAUX
77	PROJET DE TRAVAUX
78	PROJET DE TRAVAUX
79	PROJET DE TRAVAUX
80	PROJET DE TRAVAUX
81	PROJET DE TRAVAUX
82	PROJET DE TRAVAUX
83	PROJET DE TRAVAUX
84	PROJET DE TRAVAUX
85	PROJET DE TRAVAUX
86	PROJET DE TRAVAUX
87	PROJET DE TRAVAUX
88	PROJET DE TRAVAUX
89	PROJET DE TRAVAUX
90	PROJET DE TRAVAUX
91	PROJET DE TRAVAUX
92	PROJET DE TRAVAUX
93	PROJET DE TRAVAUX
94	PROJET DE TRAVAUX
95	PROJET DE TRAVAUX
96	PROJET DE TRAVAUX
97	PROJET DE TRAVAUX
98	PROJET DE TRAVAUX
99	PROJET DE TRAVAUX
100	PROJET DE TRAVAUX



TREFFOT ZONE AMENAGEMENT



HOPITAL TREFFOT
Nouvel hôpital de Hyères
Boulevard Maréchal Juin
83400 HYÈRES



TREFFOT_ZONE_AMENAGEMENT
VOIRIE SURFACES EXT

08/10/24

EXTERIEUR_VOIRIE

0

Toulon, le 1er Août 2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE HYERES
Monsieur LE BRAS Yann
Avenue Maréchal Juin - BP 50082
83407 HYERES Cedex

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Catherine DEMEULIER
cdemeulier@metropoletpm.fr
04.94.00.82.85

N/Réf : JPG/VP/CW/CH/MM/CD/592

OBJET : HYERES – Cession à l'euro symbolique de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée Section AM n° 0050 (entrée du Centre Hospitalier + régularisation foncière au rond-point Bd Maréchal Juin et l'avenue du Maréchal Leclerc + accès supplémentaire provisoire) – Autorisation de travaux avec prise de possession anticipée

PJ : 1 plan de division du 30/10/2023

- 1 engagement de cession
- 1 autorisation de travaux avec prise de possession anticipée
- 1 dmpc
- 1 PV3P
- 1 pouvoir

Monsieur de Directeur,

Dans le cadre du projet de cession d'une partie de la parcelle cadastrée section AM n° 50, propriété du Centre Hospitalier de HYERES et dans la continuité de nos échanges, la Métropole vous propose une acquisition, à l'euro symbolique, de trois emprises d'une superficie totale de 1 534 m².

Cette cession, à l'euro symbolique, a pour but de permettre la réalisation par la Métropole du rond-point Est lié au futur barreau viaire, la régularisation foncière engagée initialement par la Ville de HYERES et d'autre part, la création d'un accès supplémentaire temporaire.

En effet, en contrepartie de cette cession, vous demandez un accès supplémentaire temporaire, côté Boulevard Maréchal Leclerc, pour le public et les véhicules de secours afin de limiter les perturbations d'accès à l'hôpital durant la période des travaux.

A cet égard, je vous confirme l'accord de principe de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en faveur de l'aménagement de cet accès provisoire.

Je vous prie de trouver ci-joint le plan de division identifiant lesdites emprises à céder comme suit :

- lot B d'une superficie de 1 258 m² (entrée du site),
 - lot C d'une superficie de 145 m² (accès supplémentaire),
 - lot D d'une superficie de 131 m² (régularisation foncière),
- le lot A d'une superficie de 48 133 m² restant la propriété du Centre Hospitalier de HYERES.

Conformément à la validation rendue en séance du 10 août 2023, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à prendre en charge les travaux de VRD de cet aménagement d'accès provisoire (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès), ainsi que la réalisation d'un mur de soutènement et les reprises ponctuelles nécessaires autour de l'ouvrage de soutènement créé (bordures, marquages, espaces verts) concernant la création du rond point.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir me confirmer que le Centre Hospitalier s'engage à ne pas solliciter de la Métropole la remise en état du site si l'accès supplémentaire réalisé n'était pas validé dans le cadre du permis d'aménager et qu'aucune contrepartie financière ne sera exigée de la part de la Métropole pour ces travaux.

Dans cette optique, je vous serais reconnaissant de bien vouloir retourner l'autorisation de travaux avec prise de possession anticipée, le pouvoir ainsi que l'engagement de cession ci-joints, dûment complétés, datés et signés par la personne habilitée, auprès de la Direction de l'Immobilier et du Foncier, service Action Foncière.

En cas d'accord, je vous invite à inscrire à l'ordre du jour de votre prochain Conseil d'Administration ladite cession des emprises susmentionnées ainsi que la désignation (nom, prénom et qualité) de la personne habilitée à signer l'acte de vente et tous les documents liés à cette affaire.

La Métropole s'engage à prendre en charge les frais de géomètre et de notaire. Toutefois, en vue d'optimiser les frais inhérents à la cession des trois emprises susmentionnées, un seul et même acte notarié sera rédigé par Me ROQUEBERT, notaire situé à OLLIOULES.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition et dans l'attente de vous lire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de mes salutations distinguées.



Claude WEISSE
Directeur Adjoint des services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Copie à :

M. LEDOUX Jacques, Directeur de site
M. FUNEL Nicolas
M. BREHERET Francis

HYERES, le

CENTRE HOSPITALIER DE HYERES
Représenté par Monsieur LE BRAS Yann
Avenue Maréchal Juin - BP 50082
83407 HYERES Cedex

À la

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9

OBJET : HYERES – PARCELLE CADASTREE SECTION AM n° 50 - AUTORISATION DE TRAVAUX POUR CREATION D'UN ACCES SUPPLEMENTAIRE ET TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE VOIRIE SUR SITE AVEC PRISE DE POSSESSION PAR ANTICIPATION A LA SIGNATURE DE L'ACTE DE VENTE

Par la présente, le CENTRE HOSPITALIER DE HYERES, propriétaire de la parcelle cadastrée section AM n° 50 située sur la Commune de HYERES-LES-PALMIERS, et représenté par Monsieur LE BRAS Yann, autorise la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à créer un accès supplémentaire provisoire côté Boulevard Maréchal Leclerc pour le public et les véhicules de secours ainsi qu'à effectuer les travaux visant l'aménagement de la voie.

Dès lors que cet accès est considéré définitif par les parties, le CENTRE HOSPITALIER DE HYERES autorise la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à laisser cet accès en place et s'engage à ne pas solliciter de la Métropole la remise en état du site si l'accès supplémentaire réalisé n'était pas validé dans le cadre du permis d'aménager et qu'aucune contrepartie financière ne sera exigée de la part de la Métropole pour ces travaux.

A la date de réception de la présente, par anticipation à la signature de l'acte de vente à venir, les travaux d'accès et d'aménagement de la voie pourront s'effectuer.

Le CENTRE HOSPITALIER DE HYERES autorise les services de la Métropole et toute personne mandatée par la Métropole, à pénétrer sur la parcelle lui appartenant, cadastrée section AM n° 50 et à effectuer les travaux visant l'accès provisoire et de voirie.

Nom, Prénom, Qualité, date et signature.

Toulon, le 26.08.2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE HYERES
Monsieur LE BRAS Yann
Avenue Maréchal Juin - BP 50082
83407 HYERES Cedex

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Catherine DEMEULIER
cdemeulier@metropoletpm.fr
04.94.00.82.85

N/Réf : JPG/VP/CW/CH/MM/CD/650

OBJET : HYERES – Cession à l'euro symbolique de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée Section AM n° 0050 - Entrée du Centre Hospitalier Lot B - régularisation foncière au rond-point Bd Maréchal Juin – Av du Maréchal Leclerc Lot D – Régularisation foncière trottoir Bd Maréchal Juin Lot C - Autorisation de travaux avec prise de possession anticipée

PJ : 1 plan de division du 30/10/2023

- 1 engagement de cession
- 1 autorisation de travaux avec prise de possession anticipée
- 1 dmpe
- 1 PV3P
- 1 pouvoir
- 1 plan d'aménagement de l'accès supplémentaire sur Av Maréchal Leclerc

Monsieur de Directeur,

Dans le cadre du projet de cession d'une partie de la parcelle cadastrée section AM n° 50, propriété du Centre Hospitalier de HYERES et dans la continuité de nos échanges, la Métropole vous propose une acquisition, à l'euro symbolique, de trois emprises d'une superficie totale de 1 534 m².

Cette cession, à l'euro symbolique, a pour but de permettre la réalisation par la Métropole du rond-point Est lié au futur barreau viaire, la régularisation foncière engagée initialement par la Ville de HYERES.

En contrepartie de cette cession, vous demandez un accès supplémentaire, côté Boulevard Maréchal Leclerc, pour le public et les véhicules de secours afin de limiter les perturbations d'accès à l'hôpital durant la période des travaux.

A cet égard, je vous confirme l'accord de principe de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en faveur de l'aménagement de cet accès.

Je vous prie de trouver ci-joint le plan de division identifiant lesdites emprises à céder comme suit :

- lot B d'une superficie de 1 258 m² (entrée du site),
 - lot C d'une superficie de 145 m² (régularisation foncière),
 - lot D d'une superficie de 131 m² (régularisation foncière),
- le lot A d'une superficie de 48 133 m² restant la propriété du Centre Hospitalier de HYERES.

Conformément à la validation rendue en séance du 10 août 2023, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à prendre en charge les travaux de VRD de cet aménagement d'accès supplémentaire (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès), ainsi que la réalisation d'un mur de soutènement et les reprises ponctuelles nécessaires autour de l'ouvrage de soutènement créé (bordures, marquages, espaces verts) pour la création du rond point.

Dans cette optique, je vous serais reconnaissant de bien vouloir retourner l'autorisation de travaux avec prise de possession anticipée et de réalisation sur votre lot A de l'accès supplémentaire, le pouvoir ainsi que l'engagement de cession ci-joints, dûment complétés, datés et signés par la personne habilitée, auprès de la Direction de l'Immobilier et du Foncier, service Action Foncière.

En cas d'accord, je vous invite à inscrire à l'ordre du jour de votre prochain Conseil d'Administration ladite cession des emprises susmentionnées ainsi que la désignation (nom, prénom et qualité) de la personne habilitée à signer l'acte de vente et tous les documents liés à cette affaire.

La Métropole s'engage à prendre en charge les frais de géomètre et de notaire. Toutefois, en vue d'optimiser les frais inhérents à la cession des trois emprises susmentionnées, un seul et même acte notarié sera rédigé par Me ROQUEBERT, notaire situé à OLLIOULES.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition et dans l'attente de vous lire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'expression de mes salutations distinguées.



Claude WEISSE
Directeur Adjoint des services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Copie à :

M. LEDOUX Jacques, Directeur de site
M. REBOUL Jean-François
M. BREHERET Francis

HYERES, le

CENTRE HOSPITALIER DE HYERES
Représenté par Monsieur LE BRAS Yann
Avenue Maréchal Juin - BP 50082
83407 HYERES Cedex

À la

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9

OBJET : HYERES – PARCELLE CADASTREE SECTION AM n° 50 - AUTORISATION DE TRAVAUX POUR CREATION D'UN ACCES SUPPLEMENTAIRE ET TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE VOIRIE SUR SITE AVEC PRISE DE POSSESSION PAR ANTICIPATION A LA SIGNATURE DE L'ACTE DE VENTE

Par la présente, le CENTRE HOSPITALIER DE HYERES, propriétaire de la parcelle cadastrée section AM n° 50 située sur la Commune de HYERES-LES-PALMIERS, et représenté par Monsieur LE BRAS Yann, autorise la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à créer un accès supplémentaire côté Boulevard Maréchal Leclerc et à effectuer les travaux visant l'aménagement du rond-point Bd Maréchal Juin.

A la date de réception de la présente, par anticipation à la signature de l'acte de vente à venir, les travaux d'accès et d'aménagement du rond-point pourront s'effectuer.

Le CENTRE HOSPITALIER DE HYERES autorise les services de la Métropole et toute personne mandatée par la Métropole, à pénétrer sur la parcelle lui appartenant, cadastrée section AM n° 50 et à effectuer les travaux visant l'accès supplémentaire et d'aménagement du Bd Maréchal Juin.

Nom, Prénom, Qualité, date et signature.



PLAN DE DIVISION

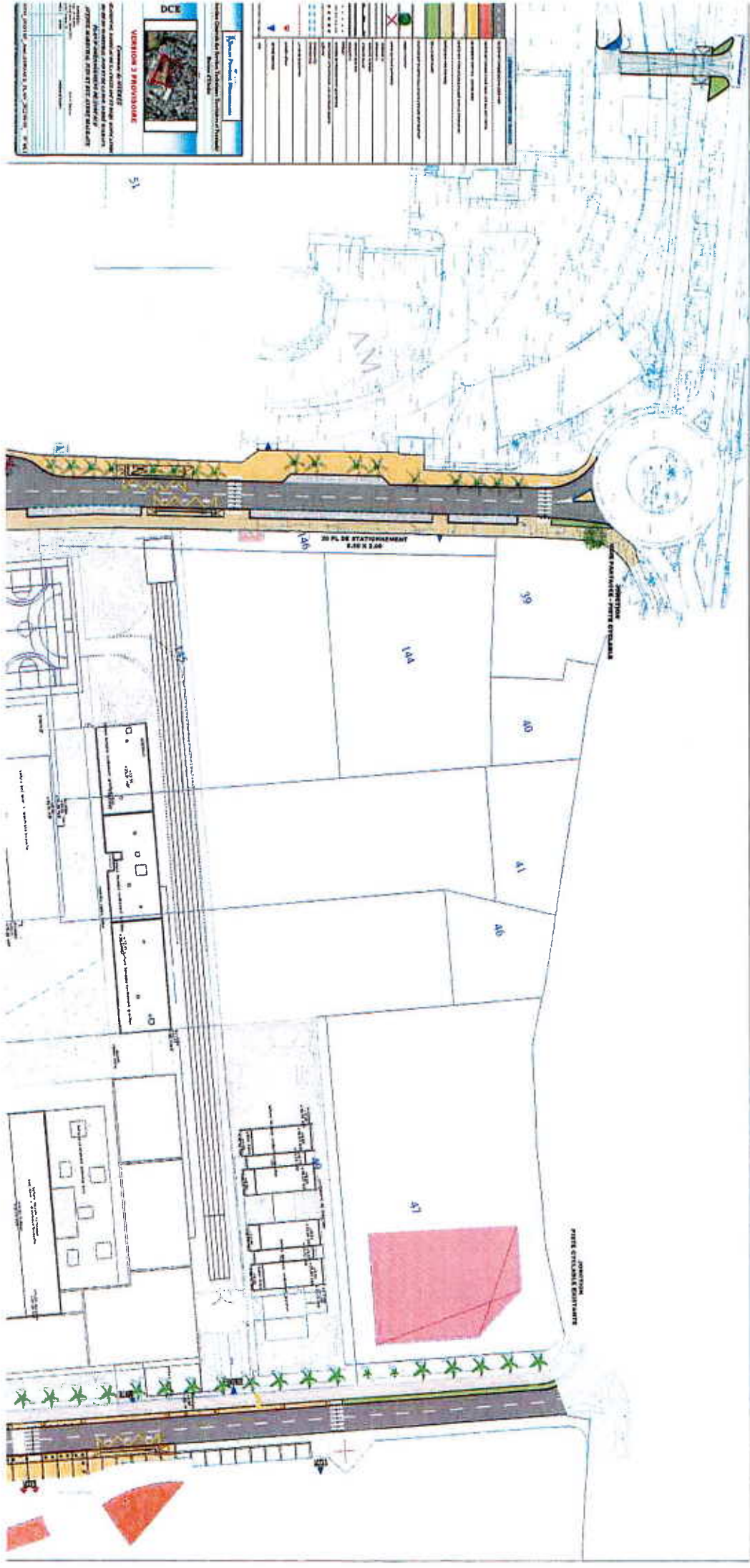
Parcelle	Surface (m²)	Surface (ha)	Surface (a)	Surface (m²)	Surface (ha)	Surface (a)
1	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
2	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
3	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
4	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
5	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
6	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
7	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
8	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
9	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
10	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
11	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
12	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
13	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
14	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
15	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
16	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
17	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
18	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
19	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
20	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
21	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
22	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
23	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
24	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
25	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
26	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
27	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
28	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
29	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
30	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
31	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
32	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
33	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
34	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
35	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
36	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
37	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
38	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
39	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
40	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
41	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
42	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
43	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
44	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
45	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
46	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
47	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
48	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
49	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
50	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
51	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
52	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
53	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
54	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
55	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
56	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
57	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
58	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
59	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
60	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
61	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
62	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
63	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
64	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
65	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
66	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
67	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
68	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
69	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
70	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
71	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
72	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
73	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
74	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
75	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
76	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
77	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
78	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
79	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
80	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
81	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
82	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
83	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
84	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
85	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
86	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
87	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
88	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
89	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
90	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
91	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
92	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
93	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
94	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
95	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
96	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
97	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
98	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
99	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000
100	10000	0,10	10000	10000	0,10	10000

Le plan de division est établi en vertu de la loi n° 1010 du 10 mai 1964 relative à la répartition des terres entre les communes.

 Le plan de division est établi en vertu de la loi n° 1010 du 10 mai 1964 relative à la répartition des terres entre les communes.

 Le plan de division est établi en vertu de la loi n° 1010 du 10 mai 1964 relative à la répartition des terres entre les communes.





DCE	
Dossier de Consultation des Entreprises	
Version 3 PROPOSÉ	
Projet de construction d'un bâtiment à usage d'habitat collectif (logements sociaux) sur le terrain n° 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000	

ENGAGEMENT DE CESSION

Je soussigné, M....., en qualité de et représentant du Centre Hospitalier Général de HYERES propriétaire de la parcelle cadastrée section AM n° 0050 sis à HYERES, BP 82 Rond-point du Dix-huit juin (RD 559),

M'engage à céder,

à l'euro symbolique au profit de la Métropole "TOULON PROVENCE MEDITERRANEE", une emprise de totale de 1 534 m² (1 258 m², 145 m² et 131 m²) à détacher de la parcelle cadastrée section AM n° 0050 située à HYERES, BP 82 Rond-point du Dix-huit juin (RD 559).

Fait à , le

Nom, prénom, qualité et Signature

(Faire précéder la mention manuscrite "*Bon pour accord – Bon pour cession*")

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

colomes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

SITUATION NOUVELLE					
PRÉFECTURE 000		PRÉFECTURE 000			
AM	50	4	96	67	
a	CENTRE HOSPITALIER GENERAL	4	81	33	S. graphique 48033 Compensation S>90° => 100
b	METROPOLE TOULON PROVENCE	12	58		(0) Arpentage => 0
c	METROPOLE TOULON PROVENCE	1	45		(0) Arpentage => 0
d	METROPOLE TOULON PROVENCE	1	31		règle 1/10° => 0
Total : 49572				Total : 100	
TOTAL					

POUVOIR OU DELEGATION DE SIGNATURE

Le, (La), (Les) soussigné(e)(ées) :

*Représentée par En qualité de
demeurant,
à,.*

Propriétaire (s) de la (des) parcelle (s)

sise (s) sur la commune de:

Donne (ent) par la présente, pouvoir à Thomas GODBILLOT Géomètre-Expert à La Farlède

*pour réaliser l'ensemble des travaux relatifs à la division de ladite (desdites) parcelle (s) et
signer tous les documents y afférant et notamment le document d'arpentage, exigé par le décret
N°55-22 du 4 Janvier 1955 portant réforme de la publicité.*

(1) ☐ *La modification du parcellaire cadastrale selon les énonciations d'un acte à publier.*

(1) ☐ *La modification du parcellaire cadastrale selon les énonciations d'un acte à publier
et les indications du présent document pour le surplus.*

(1) ☐ *La modification du parcellaire cadastrale selon les indications du présent document
d'arpentage.*

(1) ☐ *L'application du présent document.*

Fait à, le.....

Signatures précédées de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Nom et Prénom

Qualité

Signature + Tampon

(1) Cocher les cases correspondantes

100394601
JVV/ANB/CM

**L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ,
LE [REDACTED],**

**À HYERES (Var), au siège de l'Office Notarial ci-après nommé, pour le
VENDEUR,
À TOULON (Var), Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, pour
l'ACQUEREUR,**

**Maître Jean-Vincent VERIGNON, Notaire associé de la Société Civile
Professionnelle dénommée « Michel ROLLAND, Jean-Vincent VERIGNON, Laure
PETIT-VERIGNON et Cécile ROLLAND », titulaire d'un Office Notarial à HYERES,
8 Place de la République, identifié sous le numéro CRPCEN 83060,**

**Avec la participation de Maître Gabriel ROQUEBERT, notaire à
OLLIOULES, assistant l'ACQUEREUR,**

**A reçu le présent acte de vente à la requête des parties ci-après
identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Le **CENTRE HOSPITALIER GENERAL D'HYERES**, établissement public de santé, dont le siège est à HYERES (83400), 579 boulevard du Maréchal Juin, identifiée au SIREN sous le numéro 268300050.

ACQUEREUR

La Métropole dénommée **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, Etablissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248300543.

QUOTITÉS ACQUISES

La Métropole dénommée TOULON PROVENCE MEDITERRANEE acquiert la totalité en pleine propriété du **BIEN** objet de la vente.

PRÉSENCE - REPRÉSENTATION

- L'établissement public de santé dénommé CENTRE HOSPITALIER GENERAL D'HYERES est représenté à l'acte par Monsieur Yann LE BRAS directeur général de l'établissement, nommé à cette fonction en vertu de l'arrêté du centre national de gestion du 20 avril 2021, dont une copie est demeurée jointe et ci-annexée.

- La Métropole dénommée TOULON PROVENCE MEDITERRANEE est représentée à l'acte par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, aux termes d'un arrêté n° 23/49 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 11 mai 2023 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 11 mai 2023.

Le représentant de la Métropole déclare que ledit arrêté n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, Maire de HYERES (Var), lui-même spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes des délibérations du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 du 4 mai 2023 et n° 23/05/078 du 4 mai 2023 et d'une décision motivée du Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ci-après visée.

DÉCLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITÉ

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises ;
- qu'elles ne sont concernées par aucune demande en nullité ou dissolution ;
- que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant tels que : capital, siège, numéro d'immatriculation, dénomination, sont exacts ;
- qu'il n'a été formé aucune opposition au présent acte par un éventuel cogérant.
- que la conclusion et l'exécution du présent contrat ne contreviennent ni aux statuts, ni aux décisions des organes délibérants ou mandataires, ni à aucun engagement, décision judiciaire, administrative ou arbitrale leur étant opposable, et dont la violation pourrait entraver la bonne exécution des obligations découlant de l'acte.

DECISION DU PRESIDENT

Le Président a autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une décision n° ++++++ en date du ++++++, télétransmise à la Préfecture du Var le ++++++ dont une ampliation est annexée.

Il déclare :

- que les délibérations et la décision ont été publiées sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

Le représentant de la Métropole affirme qu'il n'a reçu, à ce jour, aucune notification de recours devant le Tribunal Administratif.

Le représentant de la Métropole déclare, en outre, qu'aucun recours gracieux, ni contentieux, n'a été notifié à la Métropole à la date des présentes.

EXPOSE

Dans le cadre de la construction d'un lycée à proximité de l'hôpital, il y a nécessité d'aménager des voies d'accès spécifiques. Cet aménagement des voies d'accès nécessite de prendre sur une partie des terrains actuels de l'hôpital.

La Métropole a sollicité l'hôpital pour bénéficier d'une acquisition à l'euro symbolique de trois emprises nécessaires d'une superficie totale de 1.534 m², concernant la parcelle cadastrée section AM numéro 50. Un découpage de la parcelle a été effectué à cette fin :

- lot B d'une superficie de 1.258 m² (entrée du site) ;
- lot C d'une superficie de 145 m² (régularisation foncière) ;
- lot D d'une superficie de 131 m² (régularisation foncière).

Le lot A d'une superficie de 48.133 m² restant la propriété du Centre Hospitalier de HYERES.

Cette cession, à l'euro symbolique, a pour but de permettre la réalisation par la Métropole du rond-point Est lié au futur barreau viaire, la régularisation foncière engagée initialement par la Ville de HYERES.

En contrepartie de cette cession, et suite à la demande de l'hôpital, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE accepte de créer un accès supplémentaire pour le Centre Hospitalier de HYERES, côté boulevard Maréchal Leclerc, pour le public et les véhicules de secours afin de limiter les perturbations d'accès à l'hôpital durant la période des travaux. L'hôpital demande à ce que cet accès reste pérenne, même après les travaux.

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage à prendre en charge les travaux de VRD de cet aménagement d'accès supplémentaire (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès), ainsi que la réalisation d'un mur de soutènement et les reprises ponctuelles nécessaires autour de l'ouvrage de soutènement créé (bordures, marquages, espaces verts) pour la création du rond-point.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les vendeurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les acquéreurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.
- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**meublier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte.

NATURE ET QUOTITÉ DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DU BIEN

IMMEUBLE ARTICLE UN

DÉSIGNATION

A HYERES (VAR) 83400 Boulevard Maréchal Juin.
Une parcelle de terre.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	332	L AUFRENE	00 ha 01 a 45 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

IMMEUBLE ARTICLE DEUX

DÉSIGNATION

A HYERES (VAR) 83400 Boulevard Maréchal Juin.
Une parcelle de terre.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	331	L AUFRENE	00 ha 12 a 58 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

IMMEUBLE ARTICLE TROIS

DÉSIGNATION

A HYERES (VAR) 83400 Avenue Maréchal Leclerc.

Une parcelle de terre.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AM	333	L AUFRENE	00 ha 01 a 31 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

DIVISION CADASTRALE

La parcelle originellement cadastrée section AM numéro 50 lieudit L'AUFRENE a fait l'objet d'une division en plusieurs parcelles de moindre importance. De cette division sont issues les parcelles suivantes.

- La parcelle vendue cadastrée section AM numéro 331 désignée sous le terme lot b, au plan de division établi par le cabinet de Monsieur Thomas GODBILLOT, géomètre-expert à LA FARLEDE, le 18 octobre 2024, demeuré ci-annexé.
- La parcelle vendue cadastrée section AM numéro 332 désignée sous le terme lot c, au plan de division établi par le cabinet de Monsieur Thomas GODBILLOT, géomètre-expert à LA FARLEDE, le 18 octobre 2024, demeuré ci-annexé.
- La parcelle vendue cadastrée section AM numéro 333 désignée sous le terme lot d, au plan de division établi par le cabinet de Monsieur Thomas GODBILLOT, géomètre-expert à LA FARLEDE, le 18 octobre 2024, demeuré ci-annexé.
- Le **VENDEUR** conserve la propriété de :
 - La parcelle désormais cadastrée section AM numéro 330 lieudit L'AUFRENE pour une contenance de 04 ha 81 a 33 ca, désigné sous le terme lot a, au plan susvisé.

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé par le cabinet de Monsieur Thomas GODBILLOT, géomètre-expert à LA FARLEDE, le 18 octobre 2024 sous le numéro 11366 X.

Une copie de ce document est annexée.

Ce document est annexé à l'extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre, dont le notaire soussigné requiert la publication de l'ensemble des divisions parcellaires relatives sur l'extrait de plan, y compris celles éventuellement non visées par l'opération immobilière objet des présentes, auprès du service de la publicité foncière compétent, simultanément aux présentes.

Il est ici précisé :

- que les terrains vendus dépendaient précédemment du domaine public hospitalier ;
- qu'après avis favorable du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier d'Hyères en date du 9 octobre 2024 (reçu au contrôle de légalité de l'ARS le 7

novembre 2024), dont une copie demeure ci-jointe et annexée, le Directeur dudit Centre Hospitalier a pris le 21 janvier 2025 une décision de changement définitif de déclassement du domaine public dont une ampliation demeure également ci-jointe et annexée après mention. Cette dernière décision est exécutoire de plein droit en application des dispositions de l'article L.6143-4 du Code de la Santé Publique par suite de sa réception en date du ++++++++ par le Directeur Général de l'ARS comme en atteste le bordereau de transmission dont une copie demeure ci-jointe et annexée après mention.

Observation étant faite que le délai de deux (2) mois prévu par l'article L. 6143-4 du code de la santé publique ouvert au Directeur général de l'agence régionale de santé pour déférer au tribunal administratif cette décision de changement de déclassement au titre du contrôle de légalité ne s'est pas écoulé à ce jour, les Parties s'en déclarent parfaitement informées et ont requis les Notaires soussigné et participant de recevoir le présent acte.

EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître Yves VERIGNON, notaire à HYERES, le 24 novembre 1975, publié au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 4 décembre 1975, volume 1824, numéro 3.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

PROPRIÉTÉ JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

PRIX

La présente vente est conclue moyennant le prix symbolique de UN EURO (1,00 EUR) que le vendeur dispense l'acquéreur de verser.

EVALUATION

La valeur en toute propriété du bien vendu est de : CENT CINQUANTE EUROS (150,00 EUR).

FORMALITÉ FUSIONNÉE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de TOULON.

DECLARATIONS FISCALES

IMPÔT SUR LA PLUS-VALUE

Exonération de plus-values immobilières – Article 150 U I du Code général des impôts.

Le **VENDEUR** n'est pas soumis à l'impôt sur les plus-values compte tenu de sa qualité de personne morale de droit public.

TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE

Taxe prévue par l'article 1529 du Code général des impôts

Cette taxe n'est pas due, les présentes étant exonérées de plus-values immobilières compte tenu de ce que le prix de cession n'est pas supérieur à quinze mille euros conformément aux dispositions de l'article 150 U, II 6° du Code général des impôts.

Taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts

La taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts, à la charge du vendeur comme s'agissant en l'espèce de la première cession d'un terrain nu rendu constructible du fait de son classement postérieur au 13 janvier 2010, n'est pas due, les présentes étant exonérées de plus-values immobilières compte tenu de ce que le prix de cession n'est pas supérieur à quinze mille euros conformément aux dispositions de l'article 150 U, II 6° du Code général des impôts.

Dispense d'avis du directeur des services fiscaux

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat dans la mesure où la vente ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.

Le seuil actuel est de 180.000 euros tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

Exonération fiscale

La vente est exonérée de la taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

L'assiette des droits est de CENT CINQUANTE EUROS (150,00 EUR).

DÉTERMINATION DES DROITS

			<u>Mt à payer</u>
<i>Taxe départementale</i> 150,00	x 0,00 %	=	0,00
<i>Frais d'assiette</i> 0,00	x 0,00 %	=	0,00
TOTAL			0,00

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

Les dispositions du présent acte à publier au fichier immobilier sont exonérées de la contribution de sécurité immobilière en application des dispositions du II de l'article 879 du Code général des impôts.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DEVELOPPÉE

EXPOSÉ

ABSENCE DE FACULTÉ DE RÉTRACTATION

Les dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation instituant une faculté de rétractation au profit de l'**ACQUEREUR** sont inapplicables aux présentes.

CONDITIONS ET DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'ÉVICTION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

GARANTIE HYPOTHÉCAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire obtenu à la date du , dernier arrêté d'enregistrement, ne révèle aucune inscription ni prénotation.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le **VENDEUR** déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes,

- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme,
- ne pas avoir connaissance de faits ou actes tels qu'ils seraient de nature à remettre en cause l'exercice de servitude relatée aux présentes.

ETAT DU BIEN

L'**ACQUEREUR** prend le **BIEN** dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, ou s'il est réputé ou s'est comporté comme tel,
- s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

Toutefois, le **VENDEUR** est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du **BIEN** devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement définit le déchet comme étant tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit que son détenteur destine à l'abandon.

CONTENANCE DU TERRAIN

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

IMPÔTS ET TAXES

Impôts locaux

Le **VENDEUR** déclare être à jour des mises en recouvrement de la taxe foncière.

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.

La taxe d'habitation, si elle est exigible, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

La taxe foncière est répartie entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de cette année.

L'**ACQUEREUR** règlera à première demande au **VENDEUR**, en dehors de la comptabilité de l'office notarial, les proratas de taxes foncières et, le cas échéant, de taxes d'enlèvement des ordures ménagères, déterminé par convention entre les parties sur la base de l'avis d'imposition de l'année en cours.

CONTRAT D’AFFICHAGE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

URBANISME

Enonciation du document obtenu

Note de renseignements d'urbanisme

Une note de renseignements d'urbanisme a été délivrée le 3 février 2025 par le cabinet TOMBAREL, demeurée ci-annexée.

L'**ACQUEREUR** s'oblige à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions, du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété mentionnées sur cette note.

DISPOSITIONS RELATIVES À LA PRÉEMPTION

DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

Les **BIENS** objet des présentes étant dans le champ d'application territorial du droit de préemption simple au profit de la commune de HYERES, son aliénation donne ouverture au droit de préemption urbain institué par les articles L211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Toutefois, la présente aliénation amiable étant réalisée au profit l'**ACQUEREUR**, délégataire du droit de préemption urbain, il n'est pas nécessaire de purger le droit de préemption urbain par le dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner.

DIAGNOSTICS

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Etat des risques

Un état des risques est annexé.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

CONSULTATION DE BASES DE DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux anciens sites industriels et activités de service (CASIAS).
- La base de données relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (Géorisques).

- La base de données des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer.

Une copie de ces consultations est annexée.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Acquisition de Madame Henriette Anette Marie Amélie BEUF, épouse ALMECH, née à TOULON le 22 novembre 1903 suivant acte reçu par Maître Yves VERIGNON, notaire à HYERES, le 24 novembre 1975.

Le prix a été payé comptant.

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de TOULON le 4 décembre 1975, volume 1824, numéro 3.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ ANTÉRIEURE

L'origine de propriété antérieure est énoncée dans une note annexée.

NÉGOCIATION DIRECTE ENTRE LES PARTIES

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette déclaration se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge des auteurs de la déclaration inexacte.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,

- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIÈCES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'adresse suivante : celle du notaire en participation.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera à : l'adresse indiquée en tête des présentes.

Chacune des parties s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

POUVOIRS - PUBLICITÉ FONCIÈRE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sur quinze pages

Comprenant

- renvoi approuvé :
- blanc barré :
- ligne entière rayée :
- nombre rayé :

Paraphes

- mot rayé :

Fait et passé aux lieu(x), jour(s), mois et an ci-dessus indiqués.

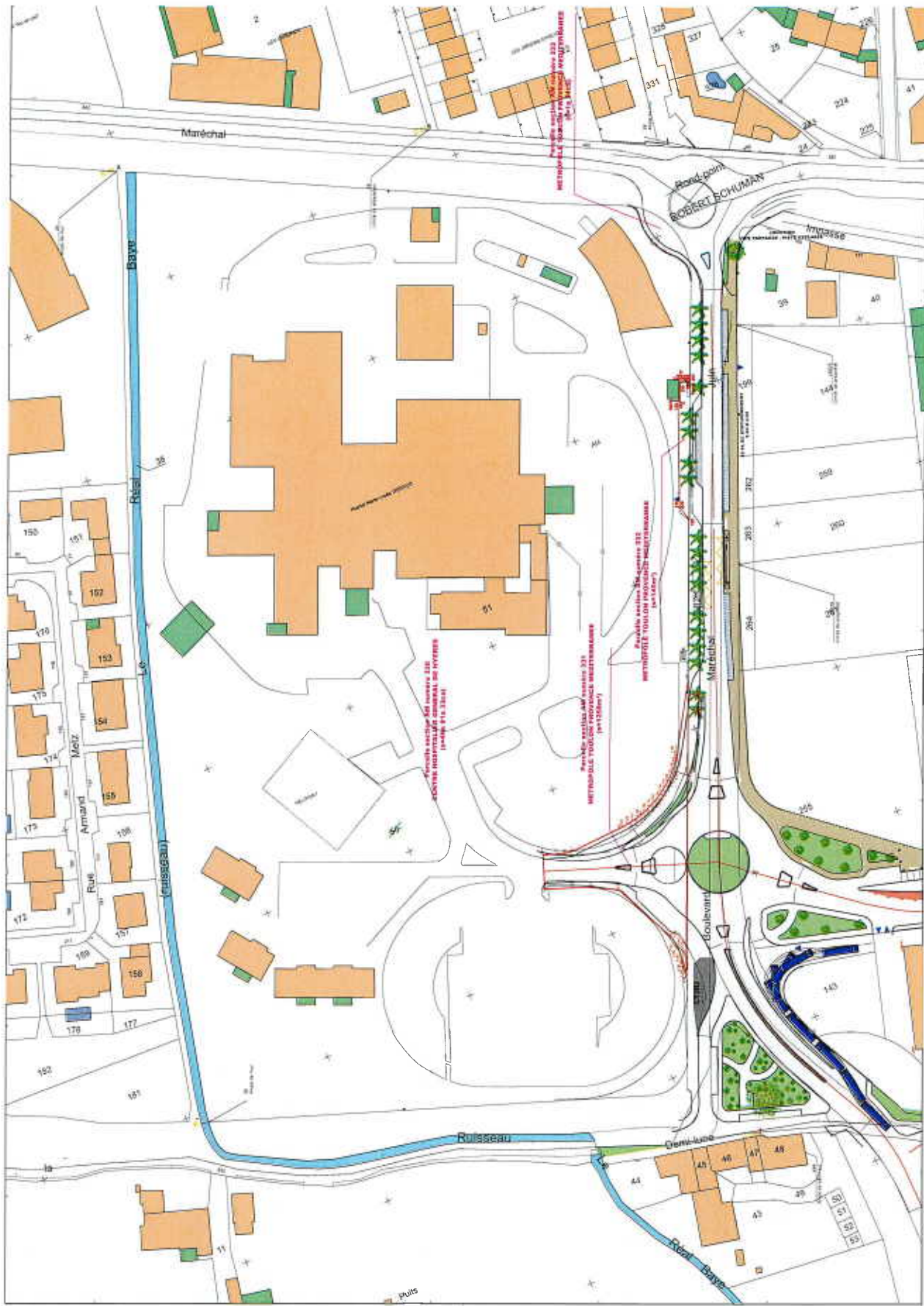
Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.



PLAN DE DIVISION

PROJET DE DIVISION		Règlement de division	
N° de plan	1	Date	10/01/2013
N° de plan	2	Échelle	1/500
N° de plan	3	N° de plan	1/500

GEOSAT Géomatique et Urbanisme 10, rue de la République 83000 Toulon Tél : 04 77 11 11 11 Fax : 04 77 11 11 12		N° de plan : 101 N° de plan : 102 N° de plan : 103 N° de plan : 104 N° de plan : 105 N° de plan : 106 N° de plan : 107 N° de plan : 108 N° de plan : 109 N° de plan : 110 N° de plan : 111 N° de plan : 112 N° de plan : 113 N° de plan : 114 N° de plan : 115 N° de plan : 116 N° de plan : 117 N° de plan : 118 N° de plan : 119 N° de plan : 120	
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--



REPUBLIQUE FRANCAISE
REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
DEPARTEMENT DU VAR
CENTRE HOSPITALIER D'HYERES



Hôpital
Marie-José TREFFOT

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Séance du : 09 octobre 2024

Délibération n° 2024-12

PATRIMOINE

Objet : Cession à l'euro symbolique à la Métropole TPM de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM n°50, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER D'HYERES

Régulièrement convoqué par le Président le 21 août 2024
s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances,
le mercredi neuf octobre deux mille vingt-quatre, à quinze heures

Sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Président du Conseil de Surveillance



Agence Régionale de Santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Délégation Départementale du Var
VISA 07 NOV. 2024
Toulon, le

ETAIENT PRESENTS

Président : M. Jean-Pierre GIRAN, Maire de la ville d'Hyères,

1 – Représentants des collectivités territoriales

- M. le Docteur Francis ROUX, vice-président du Conseil de Surveillance, représentant du Conseil Départemental du Var ;

2 – Représentants des personnels :

- Mme Aurélie CLAMOU, représentante de la Commission de Soins ;
- M. le Docteur Michel HEISERT représentant de la Commission Médicale d'Etablissement ;
- M. Christophe FRETARD, représentant désigné par l'organisation syndicale majoritaire,

3 – Personnalités qualifiées :

- Mme Janine BELLOT, Administrateur du Comité du Var de la Ligue contre le Cancer, représentant des usagers désigné par le Préfet du Département du Var ;
- M. Jean-Paul CHAMPION, représentant de l'Union Départementale du Var de Consommation, Logement et Cadre de Vie, représentant des usagers désigné par le Préfet du Département du Var ;
- M. Le Docteur Alain AUSSILHOU, personnalité qualifiée désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA ;

ASSISTAIENT AVEC VOIX CONSULTATIVE

- M. le Docteur Jean-Denis FIROLONI, Vice-Président du Directoire du Centre Hospitalier d'Hyères ;
- M. Sébastien MONIE, Délégué Départemental du VAR, Agence Régionale de Santé ;
- Mme Stéphanie HIRTZIG, Inspecteur Principal DD83, Agence Régionale de Santé ;

ASSISTAIENT

- M. Yann LE BRAS, Directeur du Centre Hospitalier d'Hyères ;
- Mme Elisabeth COULOMB, Adjointe au Directeur ;
- M. Jacques LEDOUX, Directeur délégué de site ;
- Mme Pascale SMOLIK, Directeur des Soins ;
- M. Kevin DOUMAIL, Directeur Adjoint – Affaires financières ;
- Mme Sandra ROCHETTE, Directeur Adjoint, Direction des affaires juridiques, du patrimoine et des relations aux usagers.
- M. Jean-François REBOUL, Directeur Adjoint, coordonnateur pôle ressources support.

Absents excusés :

- Mme Véronique BERNARDINI, représentant la communauté TPM ;
- M. Rémy THIEBAUD, Adjoint Délégué à la Sécurité, Circulation, IMR, Démoustication et à la Santé.
- Mme Brigitte GENETELLI, Directeur des Soins Coordonnateur des Soins CHITS-CHH.

Conseil de Surveillance du 09 octobre 2024 – Délégation n° 2024-12
Objet : Cession à l'euro symbolique à la métropole TPM de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM n°50, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères

Monsieur le Directeur Adjoint en charge du Pôle Ressources Support Indique que dans le cadre de la construction d'un lycée à proximité de l'hôpital, il y a nécessité d'aménager des voies d'accès spécifiques. Cet aménagement des voies d'accès nécessite de prendre sur une partie des terrains actuels de l'hôpital.

La Métropole a sollicité l'hôpital pour bénéficier d'une acquisition, à l'euro symbolique, de trois emprises nécessaires d'une superficie totale de 1 534 m², concernant la parcelle cadastrée section AM n° 50. Un découpage de la parcelle a été effectué à cette fin.

- lot B d'une superficie de 1 258 m² (entrée du site),
 - lot C d'une superficie de 145 m² (régularisation foncière),
 - lot D d'une superficie de 131 m² (régularisation foncière),
- Le lot A d'une superficie de 48 133 m² restant la propriété du Centre Hospitalier de HYERES.

Cette cession, à l'euro symbolique, a pour but de permettre la réalisation par la Métropole du rond-point Est lié au futur barreau viaire, la régularisation foncière engagée initialement par la Ville de HYERES.

En contrepartie de cette cession, et suite à la demande de l'hôpital, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte de créer un accès supplémentaire pour le CHH, côté Boulevard Maréchal Leclerc, pour le public et les véhicules de secours afin de limiter les perturbations d'accès à l'hôpital durant la période des travaux. L'hôpital demande à ce que cet accès reste pérenne, même après les travaux.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à prendre en charge les travaux de VRD de cet aménagement d'accès supplémentaire (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès), ainsi que la réalisation d'un mur de soutènement et les reprises ponctuelles nécessaires autour de l'ouvrage de soutènement créé (bordures, marquages, espaces verts) pour la création du rond point.

Elle s'engage aussi à prendre en charge le frais de géomètre ; le notaire de Toulon Provence Méditerranée sera Maître ROQUEBERT et le Centre Hospitalier de Hyères sera représenté par Maître VERIGNON.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

VU le Code de la Santé Publique en sa forme à la date du présent conseil ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Après en avoir délibéré,

EMET

A l'unanimité des membres présents, un avis favorable à la cession à l'euro symbolique à la métropole TPM de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM n°50, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères.

Le Président du Conseil de Surveillance
Du Centre Hospitalier d'Hyères

Jean-Pierre GIRAN

Le Directeur
Secrétaire de séance

Yann LE BRAS

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Séance du 09 octobre 2024

NOTE DE PRESENTATION

Patrimoine - Cession à l'euro symbolique à la Métropole TPM de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM N°50, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères.

Dans le cadre de la construction d'un lycée à proximité de l'hôpital, il y a nécessité d'aménager des voies d'accès spécifiques. Cet aménagement des voies d'accès nécessite de prendre sur une partie des terrains actuels de l'hôpital.

La Métropole a sollicité l'hôpital pour bénéficier d'une acquisition, à l'euro symbolique, de trois emprises nécessaires d'une superficie totale de 1 534 m², concernant la parcelle cadastrée section AM n° 50. Un découpage de la parcelle a été effectué à cette fin.

- lot B d'une superficie de 1 258 m² (entrée du site),
- lot C d'une superficie de 145 m² (régularisation foncière),
- lot D d'une superficie de 131 m² (régularisation foncière),

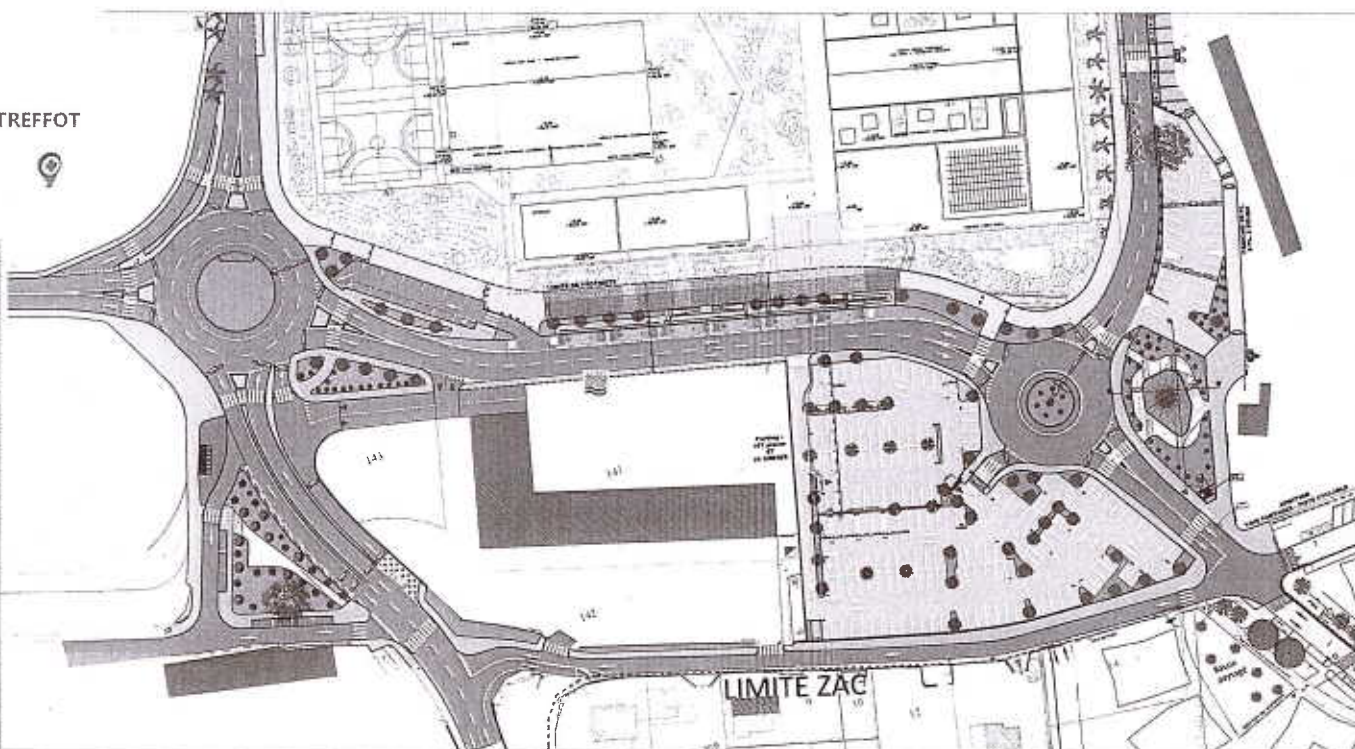
Le lot A d'une superficie de 48 133 m² restant la propriété du Centre Hospitalier de HYERES.

Cette cession, à l'euro symbolique, a pour but de permettre la réalisation par la Métropole du rond-point Est lié au futur barreau viaire, la régularisation foncière engagée initialement par la Ville de HYERES.

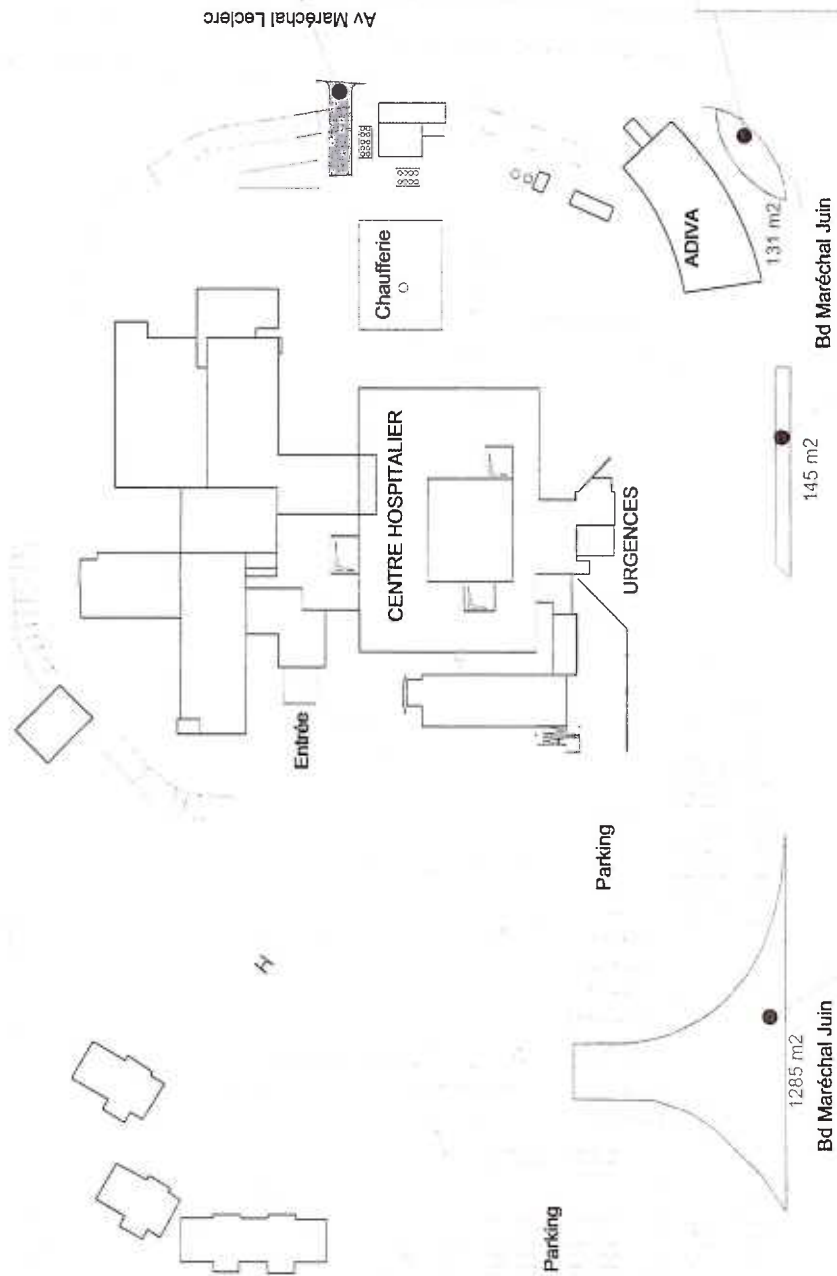
En contrepartie de cette cession, et suite à la demande de l'hôpital, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte de créer un accès supplémentaire pour le CHH, côté Boulevard Maréchal Leclerc, pour le public et les véhicules de secours afin de limiter les perturbations d'accès à l'hôpital durant la période des travaux. L'hôpital demande à ce que cet accès reste pérenne, même après les travaux.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à prendre en charge les travaux de VRD de cet aménagement d'accès supplémentaire (hormis le portail ou la barrière et le système de contrôle d'accès), ainsi que la réalisation d'un mur de soutènement et les reprises ponctuelles nécessaires autour de l'ouvrage de soutènement créé (bordures, marquages, espaces verts) pour la création du rond point.

Elle s'engage aussi à prendre en charge le frais de géomètre ; le notaire de Toulon Provence Méditerranée sera Maître ROQUEBERT et le Centre Hospitalier de Hyères sera représenté par Maître VERIGNON.



TREFFOT ZONE AMENAGEMENT



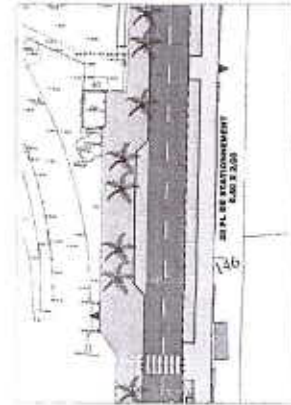
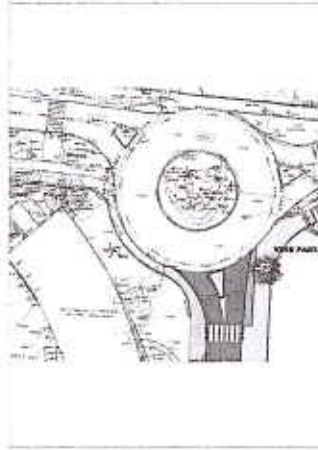
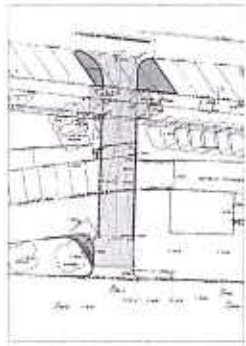
Av Maréchal Léclerc

Bd Maréchal Juin

145 m2

Bd Maréchal Juin

1285 m2



HOPITAL TREFFOT
Nouvel hôpital de Hyères
Boulevard Maréchal Juin
83400 HYÈRES

TREFFOT_ZONE_AMENAGEMENT
VOIRIE SURFACES EXT
EXTERIEUR_VOIRIE

08/10/24

0

REMPLECE

LA DÉCISION N° 2024-2



DECISION N°2024-3 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

Le Directeur du Centre Hospitalier d'Hyères,

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L.6143-7 et D.6143-33 à D.6143-36 ;

VU la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

VU le code général de la fonction publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ainsi que la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

VU le code des Marchés Publics ;

VU le décret n°2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements;

VU le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs placés auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 20 avril 2021 de Madame la Directrice Générale du Centre National de Gestion nommant **Monsieur Yann LE BRAS** en qualité de Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal de Toulon – La Seyne sur Mer et du Centre Hospitalier de Hyères à compter du 15 septembre 2021 ;

VU l'organigramme de direction commune du Centre Hospitalier Intercommunal de Toulon – La Seyne sur Mer et du Centre Hospitalier de Hyères du 2 septembre 2024 ;

DECIDE

ARTICLE 1 -OBJET

La présente décision précise les modalités de délégation de signature du Directeur du Centre Hospitalier d'Hyères.

Elle abroge la précédente décision en date du 24 juin 2024 portant délégation de signature.

ARTICLE 2 - DOMAINES RESERVES

Il est réservé à **Monsieur Yann LE BRAS**, Directeur, la signature des documents suivants :

➤ **Les correspondances et actes engageant le CHH dans ses relations avec :**

- ✓ les autorités sanitaires (Ministères, A.R.S., Agences...),
- ✓ le Président de la Commission Médicale d'Etablissement,
- ✓ le Président du Conseil de Surveillance et ses membres,
- ✓ les membres du corps préfectoral,
- ✓ les chefs de services départementaux,
- ✓ les autorités politiques (en particulier : Président du Conseil Régional, Président du Conseil Départemental, les maires de l'agglomération toulonnaise et des communautés d'agglomération et de communes...),
- ✓ les Directeurs d'établissements hospitaliers, les Directeurs Généraux de Centres Hospitaliers Universitaires ainsi que les Directeurs Généraux et Secrétaires Généraux des Assistances Publiques,
- ✓ les notes d'information à portée générale
- ✓ les notes de service à portée exécutoire,
- ✓ les décisions relatives aux cadres de direction et au corps médical (à l'exception des internes),
- ✓ les actes essentiels concernant les emprunts contractés par l'établissement,
- ✓ les actes essentiels concernant les dossiers contentieux,
- ✓ les actes essentiels concernant le patrimoine de l'établissement,
- ✓ les courriers ou documents qu'il apparaît utile aux responsables de pôles ou aux directeurs adjoints de faire signer par le Directeur,
- ✓ les décisions relatives aux logements de fonction.

ARTICLE 3 - DELEGATION PERMANENTE

En cas d'absence du Directeur, délégation permanente est donnée à **M. Jacques LEDOUX**, Directeur délégué de site et à **Mme Elisabeth COULOMB**, Adjointe au Directeur, à l'effet de signer tous les actes et documents administratifs visés à l'article 2.

ARTICLE 4 - REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Délégation permanente est donnée à **Mme Elisabeth COULOMB**, Adjointe au Directeur, à **M. Jean-François REBOUL**, Coordonnateur Général du Pôle Ressources Supports et à **M. Jacques LEDOUX**, Directeur délégué de site, à l'effet de représenter le pouvoir adjudicateur pour tous les documents relatifs aux marchés à procédure adaptée les dossiers de consultation des entreprises, la présidence des commissions techniques, la signature des actes d'engagement des marchés publics, les courriers aux candidats retenus ou évincés, les révisions de prix ainsi que les avenants relevant de la compétence du Directeur et, ce dans leur domaine de compétence.

ARTICLE 5 - DELEGATION PERMANENTE - DOCUMENTS COMPTABLES

Délégation permanente est donnée à **M. Kévin DOUMAIL**, Directeur Adjoint chargé des affaires financières et du contrôle de gestion, à l'effet de signer, pour et au nom du Directeur, les bordereaux de dépenses ou de recettes, les titres de recettes et les pièces comptables justificatives dans la limite de ses attributions.

ARTICLE 6 - DELEGATION ACCORDEE AUX DIRECTEURS ADJOINTS

En dehors des affaires réservées à la signature du Directeur et de celles dont le traitement est prévu aux articles précédents, les Directeurs Adjointes bénéficient d'une délégation de signer, au nom du Directeur, dans la limite de leurs attributions :

- toutes décisions et correspondances propres à l'organisation et au fonctionnement de leur direction ou de leur service ;
- les engagements de dépenses de fonctionnement dans la limite des crédits dédiés à leur domaine de compétence ;
- les mesures concernant la gestion du personnel non médical déconcentrées par la Direction des Ressources Humaines et la Direction des Soins ;
- les conventions de stage n'ayant pas pour contrepartie une rémunération
- les notes internes ;
- Les documents relatifs à l'organisation du travail plannings, congés, autorisations d'absence concernant les personnels placés sous leur autorité.

Sont concernés les Directeurs suivants :

- **Madame Elisabeth COULOMB**, Adjointe au Directeur, pour l'ensemble des affaires générales et des politiques territoriales de la Direction Commune,
- **Monsieur Laurent COIGNARD**, pour la fonction Data Protection Officer – Délégué à la protection des Données de la Direction Commune,
- **Madame Sandrine CURNIER**, pour la coordination générale du pôle ressources humaines et de la Direction des affaires médicales de la Direction Commune ;
- **Monsieur Kévin DOUMAIL**, pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction des affaires financières et du contrôle de gestion de la Direction Commune,
- **Monsieur Jean-Marc GIANGUALANO**, pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction qualité, gestion des risques et de l'expérience patients de la Direction Commune,
- **Monsieur Wilfried GUIOL**, pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction des ressources humaines de la Direction Commune,
- **Monsieur Paul MILON**, pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction du système d'information de la Direction Commune et du système convergent du GHT 83,
- **Madame Isidorine REBOUL**, pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction du secteur médico-social et des coopérations territoriales médico-sociales de la Direction Commune,
- **Monsieur Jean-François REBOUL** pour l'ensemble des affaires relevant de la coordination générale du pôle ressources support, pour les affaires relevant de la Direction des travaux, des services techniques, du biomédical et de la sécurité ainsi que la Direction des achats de territoire,
- **Madame Sandra ROCHETTE**, pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction des affaires juridiques, du patrimoine et des relations avec les usagers de la Direction Commune,
- **Mme Pascale SMOLIK**, pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction des Soins du CHH.
- **Madame Marina TSELEPIDES** pour l'ensemble des affaires relevant de la Direction des approvisionnements, de l'hôtellerie, de la logistique et du développement durable du CHITS de la Direction Commune,

ARTICLE 7 - DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES ET DU CONTRÔLE DE GESTION

M. Kévin DOUMAIL, Directeur Adjoint chargé de la Direction des Affaires Financières, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent, complétée par la signature des documents relatifs à :

- tous les actes nécessaires à la gestion administrative des malades ;
- tous les actes nécessaires à la continuité du service public ou au respect du principe de continuité des soins ;
- les notes d'informations nécessaires au bon fonctionnement de son secteur ;
- les déclarations obligatoires aux autorités sanitaires dans le domaine des vigilances ;
- l'ensemble des actes de gestion des mouvements des malades (admissions, sorties, permissions, transferts) ;
- les actes d'état civil avant transmission aux services municipaux compétents ;
- les autorisations de transport de corps ;
- les bordereaux et mandats de dépenses ;
- les ordres de virements de crédits.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Kévin DOUMAIL**, délégation est donnée à **M. Jacques LEDOUX**, Directeur Adjoint, à l'effet de signer les mêmes pièces.

Délégation permanente est donnée à **M. Paul ARCIS**, attaché d'administration hospitalière, pour signer en lieu et place du Directeur :

- les bordereaux et mandats de dépenses ;
- les ordres de virement de crédits.

Service de l'Accueil des Patients

En cas d'absences conjointes de **M. Kévin DOUMAIL** et de **M. Jacques LEDOUX**, les délégations pour signer en lieu et place du Directeur les bordereaux et titres de recettes nécessitant la signature de l'ordonnateur seront transférées à **Mme Corinne PORTAL**, Adjoint des Cadres Hospitaliers.

ARTICLE 8 – DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES, DU PATRIMOINE ET DES RELATIONS AVEC LES USAGERS

Mme Sandra ROCHETTE, Directrice Adjointe chargée de la Direction des affaires Juridiques, du Patrimoine et des Relations avec les usagers, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent, complétée par la signature des décisions relatives aux correspondances et actes relatifs à la gestion du patrimoine de l'établissement à l'exception des actes de cessions et d'acquisition.

ARTICLE 9 - PÔLE RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre du fonctionnement du pôle susvisé, **Madame Sandrine CURNIER**, coordinatrice générale du pôle Ressources Humaines, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent.

❖ DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Monsieur Wilfried GUIOL, Directeur Adjoint chargé de la Direction des Ressources Humaines bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent, complétée par la signature des décisions nominatives du personnel non médical et relatives :

- au recrutement, au pilotage des effectifs et de la masse salariale ;

- aux décisions et mesures individuelles relatives au personnel non médical, et notamment aux décisions portant attribution des primes et indemnités ;
- aux commissions de formations et aux stages ;
- aux mesures portant ordres de paiement ;
- au suivi des dossiers contentieux relatifs au personnel non médical dans le respect des dispositions prévues à l'article 2 ci-dessus ;
- en l'absence du Directeur chargé des Affaires Financières, aux bordereaux et titres de recettes nécessitant la signature de l'ordonnateur ;
- à la gestion des carrières et à l'absentéisme ;
- aux décisions et mesures individuelles relatives au personnel non médical, • aux mesures disciplinaires ;
- au suivi des dossiers de contentieux relatifs au personnel non médical dans le respect des dispositions prévues à l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Wilfried GUIOL**, délégation est donnée à **Mme Sandrine CURNIER** et à **M. Jacques LEDOUX**, Directeurs Adjoints, à l'effet de signer les mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Wilfried GUIOL**, de **Mme Sandrine CURNIER** et de **M. Jacques LEDOUX**, délégation est donnée à **Mme Christine CHARRY**, Attachée d'Administration Hospitalière.

Espace Social

Mme Pascale SMOLIK, Directeur des Soins chargée de l'encadrement de l'Espace Social, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent, sauf pour les engagements de dépenses de fonctionnement, complété par la signature des documents relatifs à :

- la transmission du bilan d'activité annuel de la PASS à l'ARS ;
- la transmission de relevés d'informations de situations préoccupantes aux services de la protection de l'enfance du Conseil Départemental et aux services de l'autorité judiciaire ;
- la demande de mise sous protection judiciaire adressée au Tribunal de Grande Instance ;
- la demande de délivrance de «certificat d'indigence» au Centre Communal d'Action Sociale de la commune d'Hyères ;

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Pascale SMOLIK**, délégation est donnée à **Mme Sandrine LAMA**, Assistante Socio-éducative, dans la limite de ses attributions.

DIRECTION DES AFFAIRES MEDICALES ET DE LA RECHERCHE CLINIQUE

Madame Sandrine CURNIER, Directeur Adjoint, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent, complétée par la signature des décisions relatives :

- à la gestion des carrières et aux décisions et mesures relatives au personnel médical ;
- aux formations ;
- aux mesures portant ordres de paiement ;
- au suivi des dossiers relatifs au personnel médical, dans le respect des dispositions prévues à l'article 2 ci-dessus ;
- aux conventions portant protocole de recherche clinique.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Sandrine CURNIER**, délégation est donnée à **M. Jacques LEDOUX**, Directeur Adjoint, à l'effet de signer les mêmes pièces.

ARTICLE 10 - PÔLE SOINS

Mme Brigitte GENETELLI, Coordonnateur Général des Soins, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent, sauf pour les engagements de dépenses de fonctionnement.

Mme Pascale SMOLIK, Directeur des Soins, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent, sauf pour les engagements de dépenses de fonctionnement.

Les Cadres Supérieurs de Santé et les Cadres de Santé reçoivent également délégation de signature à l'effet de signer :

- les sorties de corps, sans mise en bière, le week-end et jours fériés ;
- les autorisations et permissions de sorties de patients sous réserve de l'avis médical ;
- les bordereaux d'exécution de travaux présentés par les entreprises intervenant les weekends et jours fériés ;
- les bons de prise en charge pour les demandes de transport en taxi conformément aux procédures en vigueur ;
- les documents relatifs à l'organisation du travail : plannings, congés, autorisations d'absence concernant les personnels placés sous leur autorité.

ARTICLE 11 – PÔLE RESSOURCES SUPPORTS

Dans le cadre du fonctionnement du pôle susvisé, **Monsieur Jean-François REBOUL**, coordinateur général du pôle Ressources Supports, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées sur l'ensemble du pôle ressources supports.

❖ DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS, DE LA LOGISTIQUE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Madame Marina TSELEPIDES, Directrice Adjointe en charge des approvisionnements, de l'hôtellerie et de la logistique et du développement durable, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Marina TSELEPIDES**, délégation est donnée à **Monsieur Paul MILON**, directeur adjoint, à l'effet de signer les mêmes pièces.

Délégation, à l'exception de la classe 2 en termes de dépenses, est également donnée, dans la limite de ses attributions, à :

- **Monsieur Andy NGUYEN**, Ingénieur, pour le secteur de la logistique, des activités hôtelières et du développement durable.

❖ DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES, DU BIOMEDICAL ET DE LA SECURITE

Monsieur Jean-François REBOUL, coordinateur général du pôle ressources support et Directeur Adjoint en charge des travaux, des services techniques, du biomédical et de la sécurité, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Jean-François REBOUL**, délégation est donnée à **Madame Marina TSELEPIDES** à l'effet de signer les mêmes pièces.

Délégation, à l'exception de la classe 2 en termes de dépenses, est également donnée, dans la limite de ses attributions, à :

- **Monsieur Dominique BRENCI**, Ingénieur, pour le secteur de la maintenance, de l'exploitation technique des sites, et des opérations de travaux et de la sécurité, : oui

- **Monsieur Laurent LAFFOND**, Technicien Supérieur Hospitalier, pour le secteur de la sécurité
- **Monsieur Didier GARCIA**, Ingénieur, pour le secteur de l'ingénierie biomédicale
- **Monsieur Cédric FONTAINE**, Technicien Supérieur Hospitalier, pour le secteur de la maintenance biomédicale

❖ **DIRECTION DU SYSTEME D'INFORMATION**

Monsieur Paul MILON, Directeur Adjoint en charge de la Direction commune du système d'information, bénéficie d'une délégation de signature correspondant dans son objet aux matières énumérées à l'article 6 précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Paul MILON**, délégation est donnée à **Madame Marina TSELEPIDES** à l'effet de signer les mêmes pièces.

ARTICLE 12 - Pour l'ensemble des Directions communes des approvisionnements, de la logistique, du développement durable, des services techniques, du biomédical, de la sécurité et du système d'information

Délégation est donnée, à l'exception de la classe 2 en termes de dépenses et dans la limite de leurs attributions, à :

- **Monsieur BERNARDINI**, Attaché d'Administration Hospitalière, sur le champ des activités techniques, biomédicales et de la sécurité,
- **Madame Sylvie CANNIZZO**, Attachée d'Administration Hospitalière Principale, sur le champ des activités hôtelières, logistiques et informatique
- **Madame Leslie MARECHAL**, Attachée d'Administration Hospitalière Principale, sur le champ des approvisionnements transversaux et du magasin général.

Pour les domaines de délégation de signature de Mme Sylvie CANNIZZO : En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Sylvie CANNIZZO**, délégation est donnée à **Madame Leslie MARECHAL** à l'effet de signer les mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Sylvie CANNIZZO** et de **Madame Leslie MARECHAL** délégation est donnée à **Monsieur Stéphane BERNARDINI** à l'effet de signer les mêmes pièces.

Pour les domaines de délégation de signature de Mme Leslie MARECHAL :

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Leslie MARECHAL**, délégation est donnée à **Madame Sylvie CANNIZZO** à l'effet de signer les mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Leslie MARECHAL** et de **Madame Sylvie CANNIZZO** délégation est donnée à **Monsieur Stéphane BERNARDINI** à l'effet de signer les mêmes pièces.

Pour les domaines de délégation de signature de Mme Leslie MARECHAL

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Stéphane BERNARDINI**, délégation est donnée à **Madame Sylvie CANNIZZO**.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Stéphane BERNARDINI** et de **Madame CANNIZZO** délégation est donnée et à **Madame Leslie MARECHAL** à l'effet de signer les mêmes pièces.

ARTICLE 13 - PHARMACIE

Monsieur Cédric MUZIOTTI, Pharmacien responsable du service de Pharmacie et de Stérilisation, bénéficie d'une délégation de signature pour les matières suivantes :

- les documents relatifs aux marchés publics dans le domaine de compétence réservé par la loi et réglementation aux pharmaciens hospitaliers à l'exception des actes d'engagement ;
- les courriers, décisions, notes d'information nécessaires au bon fonctionnement de la pharmacie à usage intérieur ;
- les documents relatifs à la dispensation des médicaments et dispositifs médicaux ;
- les bons de commande émis vers les fournisseurs dans le domaine des médicaments et des dispositifs médicaux ;
- les documents et les actes relatifs au Contrat d'Amélioration de la Qualité et de l'Effcience des Soins .

En cas d'absence ou d'empêchement de **Monsieur Cédric MUZIOTTI**, délégation est donnée à l'effet de signer, pour leur service respectif, dans la limite de leurs attributions :

- **Mme Claude UNIA**, Praticien hospitalier,
- **Mme Julie FODIMBI**, Assistante Spécialiste.

ARTICLE 14 - POLE GERONTOLOGIE

Délégation permanente est donnée à **Mme Pascale SMOLIK**, Directeur des soins en charge du pôle Gériatologie, pour signer en lieu et place du Directeur :

- les courriers à l'ensemble des malades, des résidents, des familles et des associations en lien avec le Centre de Gériatologie ;
- les actes d'état civil avant transmission aux services municipaux compétents ;
- les autorisations de transport de corps.

ARTICLE 15 - RESPONSABILITES DU DELEGATAIRE

Les titulaires de cette délégation ont la responsabilité des actes qu'ils effectuent dans le cadre de cette délégation ou de leurs fonctions et sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Cette délégation est assortie de l'obligation pour les délégataires :

- De respecter les procédures règlementaires en vigueur,
- De rendre compte sans délai des actes et opérations réalisées à l'autorité délégante.

ARTICLE 16 - GARDES ET ASTREINTES DE DIRECTION

Dans le cadre des gardes et astreintes de Direction du CH d'Hyères, assurées par les personnels de Direction ou assimilés, suivant le tableau de service nominatif, délégation est donnée à chaque administrateur de garde, selon le planning établi par la Direction Générale, à l'effet de signer tout document (actes collectifs ou individuels, correspondances, etc...) en vue d'assurer la continuité de fonctionnement de l'établissement et de répondre aux situations d'urgence ou de nécessité de soins.

Pendant les périodes de garde administrative, les personnels concernés sont donc autorisés à prendre toutes les décisions et mesures urgentes s'agissant :

- ⇒ de l'exercice du pouvoir de police au sein de l'établissement ;
- ⇒ de la mise en œuvre du règlement intérieur de l'établissement ;
- ⇒ de l'admission des patients ;
- ⇒ du séjour des patients ;
- ⇒ de la sortie des patients ;
- ⇒ du décès des patients ;
- ⇒ de la sécurité des personnes et des biens ;
- ⇒ des moyens de l'établissement, notamment en situation de crise ;
- ⇒ du déclenchement des plans d'urgence et des cellules de crise ;
- ⇒ de la gestion des personnels.

A l'issue des périodes de garde, les administrateurs — outre la rédaction d'un rapport de garde circonstancié, sont tenus de rendre compte au Directeur de l'Hôpital des décisions prises en son nom.

A ce titre, sont concernés les Directeurs de garde suivants :

- **Madame Elisabeth COULOMB**, Adjointe au Directeur ;
- **Madame Sandrine CURNIER**, Directrice Adjointe ;
- **Monsieur Kévin DOUMAIL**, Directeur Adjoint ;
- **Monsieur Sabine FROGER**, Directrice des soins ;
- **Madame Brigitte GENETELLI**, Coordonnateur Général de Soins ;
- **Monsieur Jean-Marc GIANGUALANO**, Directeur Adjoint ;
- **Monsieur Wilfried GUIOL**, Directeur Adjoint ;
- **Monsieur Jacques LEDOUX**, Directeur Adjoint ;
- **Monsieur Paul MILON**, Directeur Adjoint ;
- **Madame Isidorine REBOUL**, Directrice Adjointe ;
- **Monsieur Jean-François REBOUL**, Directeur Adjoint ;
- **Madame Sandra ROCHETTE**, Directrice Adjointe ;
- **Mme Pascale SMOLIK**, Directeur des soins ;
- **Madame Marina TSELEPIDES**, Directrice Adjointe.

ARTICLE 17 - GESTION DES PERSONNELS EN CAS DE GREVE

Dans le cadre du bon fonctionnement et de la continuité du service public hospitalier, l'ensemble des cadres administratifs et paramédicaux assurant la gestion des plannings des personnels non médicaux, bénéficie d'une délégation de signature aux fins d'assignation en cas de mouvement de grève.

ARTICLE 18 - EFFET ET PUBLICITE

La présente décision de délégation de signature prend effet à compter du 18 septembre 2024.

Elle fera l'objet, à fin de publicité, d'une transmission au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var, d'un affichage au sein de l'administration et sur les différents sites du Centre Hospitalier de Hyères ainsi que d'une publication sur le site Internet-intranet de l'établissement.

Fait à Hyères, le 18 septembre 2024

Le Directeur

Yann LE BRAS

Commune :
HYERES (069)

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

N° d'ordre du document d'arpentage : 11366 X
Document vérifié et numéroté le 18/10/2024
A TOULON
Par Eric MARNAIS
GEOMETRE
Signé

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage ;
effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le _____ par _____ géomètre à _____
Les propriétaires ont eu à avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A _____, le _____

- (1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : AM
Feuille(s) : 000 AM 01
Qualité du plan : Plan régulier avant 20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1250
Date de l'édition : 18/10/2024
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage dressé
Par M.GODBILLOT

(2)

Réf. :

Le 18/10/2024





CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL
TOULON - LA SEYNE SUR MER



■ Directeur
Yann LE BRAS

■ Direction de site
Centre Hospitalier d'Hyères
Jacques LEDOUX
Directeur délégué

Secrétariat de Direction
DG/YLB/JL/sra 30-2024
Tél : 04 94 00 24 04
Fax : 04.94.00 24 80
@ : secdir@ch-hyeres.fr



Hyères le 10 septembre 2024

Monsieur Claude WEISSE
Directeur Adjoint des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée
Hôtel de la Métropole
107 Bd Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX

Vos ref JPG/VP/CW/CH/MM/CD/650
Affaire suivie par C.DEMEULIER

OBJET : Hyères – Cession à l'euro symbolique de 3 emprises issues de la parcelle cadastrée section AM N°0050 - entrée du Centre Hospitalier lot B – régularisation foncière au rond-point bd Maréchal JUIN – Avenue du Maréchal LECLERC lot D – Régularisation foncière trottoir bd Maréchal JUIN lot C – autorisation de travaux avec prise de possession anticipée.

Monsieur le Directeur Adjoint des Services,

Je fais suite à votre courrier en date du 26/08/2024 relatif au projet de cession à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle cadastrée section AM N°0050, propriété du Centre Hospitalier d'Hyères, et agréée les termes de celui-ci.

Conformément à votre demande, je vous prie de trouver, ci-joint, par retour, dûment renseignés et signés du Directeur :

- L'engagement de cession,
- L'autorisation de travaux avec prise de possession par anticipation et de réalisation sur le lot A de l'accès supplémentaire,
- Le pouvoir.

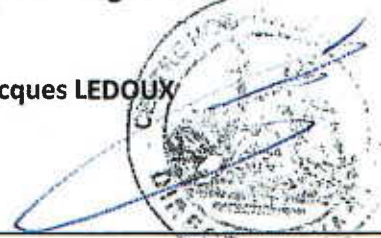
En contrepartie de cette cession, il a été demandé un accès supplémentaire, côté Bd Maréchal LECLERC. Nous notons votre accord de principe en faveur de l'aménagement de cet accès.

Je vous précise que ladite cession des emprises sera inscrite à l'ordre du jour de notre prochain Conseil de Surveillance, qui se réunira le 09 octobre 2024.

Veuillez croire, Monsieur le Directeur Adjoint des Services, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le Directeur délégué de site

Jacques LEDOUX



TOUT COURRIER DOIT ETRE ADRESSE IMPERSONNELLEMENT
A M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER D'HYERES

ENGAGEMENT DE CESSION

Je soussigné, M. Yann LE BRAS, en qualité de Directeur et représentant du Centre Hospitalier Général de HYERES propriétaire de la parcelle cadastrée section AM n° 0050 sis à HYERES, BP 82 Rond-point du Dix-huit juin (RD 559),

M'engage à céder,

à l'euro symbolique au profit de la Métropole "TOULON PROVENCE MEDITERRANEE", une emprise de totale de 1 534 m² (1 258 m², 145 m² et 131 m²) à détacher de la parcelle cadastrée section AM n° 0050 située à HYERES, BP 82 Rond-point du Dix-huit juin (RD 559).

Fait à Hyères, le 4/09/2024

Nom, prénom, qualité et Signature

(Faire précéder la mention manuscrite "*Bon pour accord – Bon pour cession*")

LE BRAS Yann
Directeur

bon pour accord
Bon pour cession



HYERES, le - 4 SEP. 2024

CENTRE HOSPITALIER DE HYERES
Représenté par Monsieur LE BRAS Yann
Avenue Maréchal Juin - BP 50082
83407 HYERES Cedex

À la

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Hôtel de la Métropole
107 Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 TOULON CEDEX 9

OBJET : HYERES – PARCELLE CADASTREE SECTION AM n° 50 - AUTORISATION DE TRAVAUX POUR CREATION D'UN ACCES SUPPLEMENTAIRE ET TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE VOIRIE SUR SITE AVEC PRISE DE POSSESSION PAR ANTICIPATION A LA SIGNATURE DE L'ACTE DE VENTE

Par la présente, le CENTRE HOSPITALIER DE HYERES, propriétaire de la parcelle cadastrée section AM n° 50 située sur la Commune de HYERES-LES-PALMIERS, et représenté par Monsieur LE BRAS Yann, autorise la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE à créer un accès supplémentaire côté Boulevard Maréchal Leclerc et à effectuer les travaux visant l'aménagement du rond-point Bd Maréchal Juin.

A la date de réception de la présente, par anticipation à la signature de l'acte de vente à venir, les travaux d'accès et d'aménagement du rond-point pourront s'effectuer.

Le CENTRE HOSPITALIER DE HYERES autorise les services de la Métropole et toute personne mandatée par la Métropole, à pénétrer sur la parcelle lui appartenant, cadastrée section AM n° 50 et à effectuer les travaux visant l'accès supplémentaire et d'aménagement du Bd Maréchal Juin.

Nom, Prénom, Qualité, date et signature.

LE BRAS Yann
Directeur



POUVOIR OU DELEGATION DE SIGNATURE

Le, (La), (Les) soussigné(e)(ées) : *Centre Hospitalier d'Hyères*
Représentée par *LE BRAS Yann* en qualité de... *Directeur*
demeurant, *579 av. du Maréchal JUIN - BP 50082*
à, *83400 HYERES*

Propriétaire (s) de la (des) parcelle (s)

sise (s) sur la commune de:

Donne (ent) par la présente, pouvoir à *Thomas GODBILLOT* Géomètre-Expert à La Farlède

pour réaliser l'ensemble des travaux relatifs à la division de ladite (desdites) parcelle (s) et
signer tous les documents y afférant et notamment le document d'arpentage, exigé par le décret
N°55-22 du 4 Janvier 1955 portant réforme de la publicité.

- (1) ☐ La modification du parcellaire cadastrale selon les énonciations d'un acte à publier.
- (1) ☐ La modification du parcellaire cadastrale selon les énonciations d'un acte à publier
et les indications du présent document pour le surplus.
- (1) ☐ La modification du parcellaire cadastrale selon les indications du présent document
d'arpentage.
- (1) ☐ L'application du présent document.

Fait à.....*Hyères*....., le.....**- 4 SEP. 2024**.....

Signatures précédées de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Nom et Prénom
Qualité
Signature + Tampon

LE BRAS Yann *Bon pour pouvoir*
Directeur



(1) Cocher les cases correspondantes

préfixe	000	section	feuille
		AM	
		Hyères	
		continue	
		VAR	
		département	

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

Document établi pour (2) :

- | | | | |
|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> | modifier le parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier | <input type="checkbox"/> | lotissement |
| <input type="checkbox"/> | modifier le parcellaire cadastral selon les énonciations du présent document | <input type="checkbox"/> | expropriation |
| <input type="checkbox"/> | appliquer un plan d'arpentage ou un procès-verbal de bornage selon les indications du présent document (sans modifier les limites parcellaires figurées au plan cadastral et, sans acte à publier) | <input type="checkbox"/> | aménagement foncier agricole forestier et environnemental |

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE HYERES

propriétaire(s) après modification

CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE HYERES

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

LE SERVICE DU CADASTRE

Après vérification (1) :

- ☐ accepte le présent document d'arbitrage
- ☐ rejette le présent document d'arbitrage et joint une note explicative du (ou des) motif(s) de rejet

Cachet du service

100

100

332101A FARI ENF

332101A FARI ENF

Mét. : laodbill@dan-sat.com

GEOSAT

Numéro d'inscription à l'ordre
des arpenteurs-experts :

5000

**SIGNATURE ET CACHET DE LA
PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT**

Numéro d'inscription à l'ordre
des arpenteurs-experts :

5000

GEOSAT

332101A FARI ENF

332101A FARI ENF

Mét. : laodbill@dan-sat.com

DATE DE L'APPLICATION SUR PCI

Número 2

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

PROCÈS-VERBAL 6493 N EXP 101NT

Número 2

DATE DE L'APPLICATION SUR PCI

DATE DE L'APPLICATION SUR PCI

11 Cudrier la căsă: curresnoalrnto-

2) Prouver le nom, prénom et, s'il s'agit d'une personne morale, la qualité du signataire.

11) Si le document d'arpentage est produit sous forme d'esquisse, rayer "PROCES-VERBAL DE DELIMITATION" et préciser "ESQUISSE".

(2) Cochier la case correspondante.

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

(colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE													
PRÉFIXE : 000				PRÉFIXE : 000													
SECTION	S. M. PARE	COURTESANCE	DESIGNATION PROVISoire	N° DE PLAN	SECTION	NOM ET ADRÈSE DU PROPRIETAIRe	N° DE VOT DE INTERCOMMUNAL	COURTESANCE			CALCULS AUXILIAIRES ET COMPENSATIONS DES RESULTATS			MISE AU POINT FISCALE			
								10	2	48	10	11	12	13	14	15	16
AM	50	4	96 67		a	CENTRE HOSPITALIER GENERAL		4	81	33	S. graphique						
					b	METROPOLE TOULON PROVENCE		12	58		Compensation						
					c	METROPOLE TOULON PROVENCE		1	45		S>90% => 100						
					d	METROPOLE TOULON PROVENCE		1	31		(0) Arpentage => 0						
											(0) Arpentage => 0						
											règle 1/10* => 0						
											Total : 100						
											Total : 49572						

1) La personne habilitée a établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C, ...